

*Le Rapport annuel* 2001-2002 de l'Institut international du développement durable



**Développer** l'excellence

**iisd** International Institute for  
Sustainable Development  
Institut international du  
développement durable

## Table des matières

Faits saillants	1
Mot du président de l'Institut et du président du Conseil	2
Le développement durable s'ouvre au monde	4
Propos et idées	6
Personnel	7
Le commerce et l'investissement	8
Les changements climatiques et l'énergie	10
Les services de production de rapports	12
Les politiques économiques	13
La gestion des ressources naturelles	14
La communication des connaissances	16
Le Programme des mesures et indicateurs	18
Collaboration spéciale <i>Vers Johannesburg</i>	19
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS DE L'IIDD	
Rapport des vérificateurs	21
Bilan consolidé	22
État consolidé des résultats	23
Note sur les accords de financement	24
Annexe 1 - Charges	25
Annexe 2 - Subventions affectées à des fins particulières	26

*On peut se procurer la version intégrale des états financiers vérifiés à l'adresse <http://www.iisd.org/about/> ou en écrivant à l'IIDD.*

L'INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN FORMULANT DES RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES CONCERNANT LE COMMERCE INTERNATIONAL ET L'INVESTISSEMENT, LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LES MESURES ET INDICATEURS AINSI QUE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES. NOUS AFFICHONS SUR INTERNET DES COMPTES RENDUS DE NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES ET L'INFORMATION SPÉCIALISÉE QUE NOUS PROCURE NOTRE COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES DU MONDE ENTIER. CE FAISANT, NOUS FAVORISONS UNE RECHERCHE RIGOREUSE, LE PERFECTIONNEMENT DES COMPÉTENCES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, AINSI QU'UN DIALOGUE FRUCTUEUX ENTRE LE NORD ET LE SUD.

**Notre vision | Un mieux-vivre durable pour tous.**  
**Notre mission | Assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation.**

L'Institut a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. Il bénéficie de subventions de fonctionnement du gouvernement du Canada qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projet lui sont également accordés par le gouvernement du Canada, la province du Manitoba, d'autres gouvernements nationaux, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées. L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501 (c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis.

161, avenue Portage est 6 <sup>e</sup> étage Winnipeg (Manitoba) Canada R3B 0Y4 Tél. : (204) 958-7700 Télec. : (204) 958-7710	250, rue Albert Pièce 1360 Ottawa (Ontario) Canada K1P 6M1 Tél. : (613) 238-2296 Télec. : (613) 238-8515
--	---

C-403 Geneva Environment Centre 13, chemin des Anémones 1219 Genève, Suisse Tél. : (41-22) 979-9353 Télec. : (41-22) 979-9093	212 East 47th Street #21F New York, NY 10017 États-Unis Tél. : (212) 644-0204 Télec. : (212) 644-0206
--	--

Courriel : [info@iisd.ca](mailto:info@iisd.ca)

Site web : <http://www.iisd.org>

Imprimé sur du papier recyclé  
 Imprimé au Canada, juin 2002  
 Conception graphique : Twenty3Below Graphic Design  
 Traduit de l'anglais par Louise Leroux  
 Impression : Premier Printing

## Faits saillants en 2001-2002

- Le *Bulletin des négociations de la Terre* a fêté son dixième anniversaire. Nous revenons sur ces dix années en page 4.
- Le symposium de haut niveau sur le commerce et le développement durable dans les Amériques tenu conjointement par l'IIDD à Québec dans les jours précédant le Sommet des Amériques a été très réussi. Voir page 8.
- L'équipe des changements climatiques de l'IIDD a vu sa visibilité augmenter, en particulier au Canada. L'Institut était notamment représenté au sein du groupe de travail manitobain sur les changements climatiques. Voir page 10.
- Les services de production de rapports ont diversifié leur base de financement. Cette année, ils ont pu compter sur 27 bailleurs de fonds. Voir page 12.
- Grâce aux travaux de l'Institut dans le domaine des politiques touchant l'énergie et les changements climatiques, les décideurs disposeront de données facilitant l'élaboration de politiques adaptées aux besoins des pauvres. Voir page 13.
- L'IIDD a animé le projet mondial Mines, minéraux et développement durable. Ce projet auquel ont pris part des centaines de groupes intéressés de tout le continent a contribué à convaincre l'industrie de l'extraction minière et minérale de tenir compte de l'objectif du développement durable. Voir page 14.
- L'IIDD a publié *Strategic Intentions*, un compte rendu de cinq années de recherche et d'essais dans le domaine des réseaux et des communications. Voir page 16.
- De plus en plus consulté, le tableau de bord du développement durable de l'Institut s'est enrichi de nouveaux éléments. Voir page 18.
- L'IIDD a confirmé son intention de continuer à produire des rapports internes sur le développement durable. Voir page 22.
- Cette année, les subventions affectées à des fins particulières accordées à l'IIDD se sont élevées à 7 694 117 \$. Pour une ventilation par secteur d'activité, voir page 24.
- La revue de presse de la bibliothèque de recherche de l'Institut compte maintenant 1 200 abonnés de plus. Toutes les deux semaines, les abonnés du monde entier reçoivent des extraits d'articles de numéros récents de revues spécialisées. Ce service est particulièrement utile aux chercheurs des pays en développement, qui ont souvent de la difficulté à se procurer ces revues.
- L'Institut a lancé *IISD News*, un bulletin électronique trimestriel offert en format texte ou PDF. Pour vous abonner, envoyez un courriel sans texte à [subscribe-iisdnews@lists.iisd.ca](mailto:subscribe-iisdnews@lists.iisd.ca) (pour la version texte) ou [subscribe-iisdnews-pdf@lists.iisd.ca](mailto:subscribe-iisdnews-pdf@lists.iisd.ca) (pour la version PDF).



## Mot du président de l'Institut et du président du Conseil



QUAND IL EST QUESTION DU SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE QUI AURA LIEU À JOHANNESBURG EN AOÛT ET SEPTEMBRE 2002, ON PARLE SOUVENT DE « RIO + 10 », DIX ANNÉES S'ÉTANT ÉCOULÉES DEPUIS LE SOMMET DE LA TERRE À RIO. MAIS ON POURRAIT AUSSI BIEN PARLER DE « STOCKHOLM + 30 » POUR SOULIGNER LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT HUMAIN, LA PREMIÈRE RENCONTRE MONDIALE DE CE GENRE.

La Conférence de Stockholm aura marqué un tournant. C'était la première fois que les Nations Unies tenaient une conférence thématique de deux semaines, la première conférence internationale de grande envergure à ne pas traiter de guerre et de paix, la première à faire le lien entre l'environnement et le développement.

Grâce aux écrits de Rachel Carson, Margaret Mead, Barbara Ward et Barry Commoner, la conférence allait susciter un vif intérêt dans les médias. C'est à cette occasion que la société civile est apparue pour la première fois comme un joueur désormais incontournable. Les organisateurs suédois avaient d'ailleurs prévu un lieu de rencontre parallèle pour les ONG. À la fin de la conférence, trois autres emplacements leur étaient réservés, et les rues de la capitale suédoise étaient envahies par des manifestants anti-guerre, anti-pêche à la baleine et anti-croissance à tout prix.

Dix ans plus tard, le Canada proposait la création de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Dans son rapport présenté en 1987, la Commission Brundtland, son autre nom, signalait que les principaux indicateurs environnementaux et sociaux étaient tous préoccupants. Première à parler de développement durable, elle proposait la tenue, cinq ans plus tard, d'une autre conférence internationale à laquelle seraient examinées les mesures prises pour appliquer ses recommandations.

Invité à prendre les choses en main en 1992, Maurice Strong, secrétaire général à Stockholm et membre fondateur de l'IIDD, savait que le thème proposé allait susciter un grand intérêt. Une fois de plus, les représentants de la société civile et des médias n'allaient pas manquer d'accourir en grand nombre. Selon certains observateurs, plus de 20 000 ONG auraient été

représentées au sommet de Rio, certaines faisant des démarches auprès des participants, cherchant à influencer les débats, ou faisant connaître leur position aux gouvernements. D'autres concluaient leurs propres « traités » entre eux, tenaient des séminaires et des manifestations, et se constituaient en réseaux. À mesure que se créaient des partenariats entre ONG du Nord et du Sud, les techniques électroniques de pointe étaient mises à profit.

Avant et pendant le sommet de Rio, la société civile a exercé des pressions sur les gouvernements pour qu'aboutissent les négociations concernant les changements climatiques et la biodiversité. Les ONG ont insisté auprès des gouvernements des pays membres de l'OCDE pour que les budgets d'aide au développement soient augmentés afin d'obtenir l'appui des pays en développement, et leurs représentants ont participé au débat sur l'exploitation des forêts.

La société civile représente aujourd'hui un joueur de premier plan dans toutes les négociations internationales touchant l'environnement. Discrète tout en étant efficace, l'IIDD y a certes contribué. Grâce à notre *Bulletin des négociations de la Terre*, ces discussions sont maintenant beaucoup plus transparentes que n'importe quelles autres discussions à caractère international, ce qui encourage la reddition de comptes et la vaste participation du public.

Tout indique pour l'instant que le thème des partenariats retiendra particulièrement l'attention à Johannesburg. Cela n'a rien d'étonnant au vu de l'inaction des gouvernements ces dernières années, et de la place toujours plus grande qu'occupe la société civile sur la scène du développement durable.

CE NOUVEL ACCENT MIS SUR LES PARTENARIATS NE PEUT QUE NOUS PLAIRE, À L'IIDD. NOUS PRATIQUONS DEPUIS LONGTEMPS LE PARTAGE DE CONNAISSANCES AVEC DES ORGANISATIONS AUX VUES SIMILAIRES AUX NÔTRES, DANS UNE OPTIQUE DE CROISSANCE ET D'APPRENTISSAGE. LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION DE POINTE NOUS A AIDÉS À CONSTITUER DES RÉSEAUX EFFICACES, EN PARTICULIER AVEC DES ORGANISATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

Par exemple, par l'entremise du réseau du savoir sur le commerce, notre équipe du commerce a pu collaborer avec des institutions de l'Amérique centrale, de l'Argentine, de l'Afrique du Sud, du Pakistan, du Vietnam, du Bangladesh et de la Chine que nous avons aidées à se doter des compétences grâce auxquelles celles-ci peuvent maintenant faire leurs propres analyses des rapports entre le commerce et l'environnement d'un point de vue national, et communiquer leurs conclusions au gouvernement et à la société civile de leur pays. Nous participons d'ailleurs à l'élaboration d'un plan d'action en matière de commerce et d'investissement pour le Sud, de concert avec le RING, une alliance mondiale d'organisations de recherche et d'analyse stratégique qui appuie le développement durable par la recherche, la diffusion d'information et la promotion.

Nous avons veillé, avec des représentants de l'Europe de l'Ouest et du monde en développement, à ce que le réseau du savoir sur les changements climatiques prenne de l'expansion. Parallèlement à la formation des délégués africains aux négociations sur l'évolution du climat, et à la constitution d'un recueil de ressources, nous avons conclu un étroit partenariat avec le Tata Energy Research Institute de l'Inde concernant le mécanisme de développement propre, la réforme du budget vert et le recours aux instruments économiques.

Les responsables de notre programme de la communication des connaissances collaborent avec des institutions partenaires du monde entier afin d'améliorer le réseau Communications pour le développement durable créé il y a maintenant cinq ans. Ils s'occupent également du projet « Jeunes leaders canadiens pour un avenir durable » dans le cadre duquel une trentaine

de stagiaires sont affectés chaque année auprès de grandes organisations de développement durable dans différentes régions du monde.

Nous commençons à faire profiter les réseaux du savoir de notre expérience. Heather Creech, directrice du programme de la communication des connaissances, et sa collègue Terri Willard, viennent de publier *Strategic Intentions : Managing knowledge networks for sustainable development*, où sont présentées certaines leçons tirées de notre expérience.

Notre champ d'intérêt englobe le commerce et le développement de même que les changements climatiques, des enjeux déterminants pour l'avenir de la planète. D'où l'importance de pouvoir compter sur des coalitions et des partenariats solides.

Il nous faut plus que jamais mettre nos expériences et nos idées en commun, et miser sur nos points forts collectifs. Les partenariats qui nous ont jusqu'ici permis d'élargir notre rayon d'action acquièrent aujourd'hui une importance cruciale.

Tant au Conseil qu'au sein de l'Institut, nous nous devons d'accroître notre influence et de faire des interventions qui comptent en travaillant avec d'autres à l'obtention de résultats.



David Runnalls  
Président-directeur général



Jacques Gérin  
Président du Conseil

## Conseil d'administration



Jacqueline Aloisi de Larderel  
France

Edward Ayensu  
Ghana

James Bruce  
Canada

David Buzzelli  
États-Unis

James Carr  
Canada

Eleanor Clitheroe  
Canada

Angela Cropper  
Trinité-et-Tobago

Christian Friis Bach  
Danemark

Nicolas Imboden  
Suisse

Jacques Gérin  
Canada



Aban Marker Kabraji  
Pakistan

Ashok Khosla  
Inde

Allan Kupcis  
Canada

Rosemarie Kuptana  
Canada

Huguette Labelle  
Canada

Elizabeth May  
Canada

Ken McCready  
Canada

Bob Page  
Canada

David Runnalls  
Canada

Le très hon. Edward Schreyer  
Canada

### Conseillers de l'extérieur

Norm Brandon, sous-ministre, Conservation Manitoba  
James Eldridge, greffier du Conseil exécutif, Province du Manitoba  
Len Good, président, Agence canadienne de développement international  
Alan Nymark, sous-ministre, Environnement Canada  
Maureen O'Neil, présidente, Centre de recherches pour le développement international

### Amis de l'Institut

Gro Harlem Brundtland  
José Goldemberg  
Sir Shridath Ramphal

### Membres distingués

Art Hanson, scientifique principal  
Jim MacNeill, président du Conseil émérite  
Maurice Strong

### Président fondateur du Conseil

Lloyd McGinnis

« À mes yeux, ce bulletin est le hansom du développement durable. L'équipe se fait un devoir de demeurer objective. Elle évite de se prononcer, en s'en tenant aux faits. »

LE BULLETIN DES NÉGOCIATIONS DE LA TERRE DE L'IIDD FÊTE SON DIXIÈME ANNIVERSAIRE par Gaylene Dempsey

## Le développement durable s'ouvre au monde



AVEC SA TÉNACITÉ ET L'AIDE DE LA TECHNOLOGIE, L'ÉQUIPE DU BNT S'OCCUPE DEPUIS 1992 DE RENSEIGNER SES LECTEURS SUR L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT.

Il s'est écoulé dix ans depuis la première parution du *Bulletin des négociations de la Terre* (BNT) à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro. Depuis, l'équipe chargée de produire des comptes rendus des négociations sur l'environnement et le développement a fait paraître plus de 1 300 numéros portant sur des rencontres de l'ONU tenues dans 36 pays.

Pendant les préparatifs de la conférence de 1992 souvent appelée le Sommet de la Terre, trois personnes provenant du milieu universitaire et de celui des ONG – Pamela Chasek, Johannah Bernstein et Langston James (Kimo) Goree VI – ont constaté qu'il n'existait aucune source fiable, à jour et objective d'information pour renseigner les participants sur les négociations. Ils ont donc décidé, à titre d'essai, de préparer un résumé de la première semaine de négociations, qu'ils ont affiché sur les réseaux électroniques des ONG. Les délégués gouvernementaux qui en ont pris connaissance n'ont pas tardé à exprimer leur vive satisfaction. Il est bientôt apparu évident que les délégués des gouvernements et des ONG souhaitaient vraiment disposer de ce genre de compte rendu succinct et factuel, se souvient M. Goree, rédacteur en chef du BNT et directeur des Services de production de rapports à l'IIDD.

Pour continuer de rendre compte des négociations aux Nations Unies, M. Goree a eu recours à un mode de financement inhabituel auquel le BNT doit sa longévité. Plutôt que de vendre des espaces publicitaires ou des actions, il a constitué un groupe de bailleurs de fonds gouvernementaux disposés à financer les services d'information offerts gratuitement par le Bulletin, qu'ils considéraient comme un bien « informatif » favorisant la transparence au sein des instances décisionnelles internationales.

« Je me suis adressé à des ministères des Affaires étrangères, de l'Environnement, de la Coopération au développement, pour me rendre compte qu'il était effectivement possible d'obtenir des fonds publics, surtout en sachant que les gouvernements sont finalement les destinataires de l'information en question, poursuit M. Goree. Aujourd'hui, à peu près 90 % de notre financement provient directement de gouvernements. »

En procédant ainsi, l'équipe du BNT a pu s'agrandir et ajouter d'autres rencontres des Nations Unies à son champ d'action.

« Si le BNT a connu une croissance constante, je me suis par contre toujours employé à éviter ce que j'appellerais l'effet de soufflé, c'est-à-dire une expansion rapide avec beaucoup d'air chaud et des promesses de financement non tenues. C'est ainsi que nous avons pu tenir le coup quand la bulle technologique s'est dégonflée, explique M. Goree. »

Aujourd'hui, l'IIDD envoie chaque année des douzaines d'équipes de rédacteurs dans une vingtaine de pays où se tiennent plus de 50 rencontres internationales. Équipés d'ordinateurs portatifs et d'appareils photo numériques, les membres de ces équipes impriment et distribuent sur place leurs résumés quotidiens des négociations. Ils transmettent leurs comptes rendus à l'IIDD, qui les affiche sur son site Linkages à l'intention de dizaines de milliers de lecteurs intéressés.

« NOUS AVONS RÉGULIÈREMENT INJECTÉ PAS MAL D'ARGENT DANS LE BNT, TÉMOIGNE PETER JOHAN SCHEI, DIRECTEUR DES NÉGOCIATIONS NATIONALES POUR LA NORVÈGE AU SEIN DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GESTION DE LA NATURE, QUI ACCORDE DEPUIS LONGTEMPS SON APPUI AU BNT. CES GENS ONT UN VÉRITABLE DON POUR CONCENTRER EN QUELQUES PAGES L'INFORMATION SUR DIFFÉRENTES QUESTIONS COMPLEXES. LEUR FAÇON DE TRAVAILLER EST REMARQUABLE. »

La neutralité de l'équipe et, surtout, l'intelligence avec laquelle elle fait un choix subjectif de données objectives expliquent sa réussite, estime M. Schei. Les rédacteurs du BNT connaissent la situation et les règles à observer, ont lu toute la documentation et finissent par prendre eux-mêmes part aux négociations. Rien ne leur échappe concernant les positions de chacun des pays et les priorités des gouvernements.

« Les membres de notre équipe connaissent les personnalités et savent fort bien que la personne, tout autant que l'État, exerce une influence déterminante, explique M. Goree. Le fait qu'un délégué aura diné la veille avec telle personne plutôt qu'avec telle autre compte parfois bien davantage que les consignes de la capitale quand vient le moment d'établir la position d'un gouvernement. »

Calestous Juma est directeur du Programme des sciences, de la technologie et de l'innovation au Centre pour le développement international de l'université Harvard. Selon lui, le BNT a su préserver son objectivité à cause du ton adopté par sa direction et du choix de personnes soucieuses de rendre compte de ce qui se passe et non de défendre certaines idées.

« À mes yeux, ce bulletin est le hansom du développement durable, estime M. Juma. L'équipe se fait un devoir de demeurer objective. Elle évite de se prononcer, en s'en tenant aux faits. »

D'après M. Goree, le BNT n'a jamais hésité à adopter de nouvelles technologies, ce qui l'a aidé à devenir la publication électronique spécialisée qu'elle est devenue après avoir d'abord paru sous forme imprimée.

« À mesure qu'évoluaient les besoins en information et les façons d'aller la chercher, nous nous sommes adaptés. Notre organisation a été la première à ma connaissance à utiliser un gestionnaire Listserv et la première ONG, du moins le croyons-nous, à avoir possédé son propre site Internet en 1994. Nous avons été parmi les premiers à utiliser le format PDF d'Adobe et à avoir notre magazine en ligne en format PDF dès 1995. L'année suivante, nous avons appliqué une nouvelle technologie, un site radio sur le web, qui nous a permis d'enregistrer des interventions aux Nations Unies, de les numériser et de les diffuser par l'entremise de notre serveur, se rappelle M. Goree. Nous n'avons pas craint d'ouvrir la voie en adoptant toutes ces nouvelles technologies, et les gens ont adoré ça. »

« Ces gens ont enrichi le BNT d'éléments comme la galerie de photos, les données existantes, les interconnexions avec des renseignements concernant la négociation, fait remarquer Hans Peter Schipulle, du ministère allemand de la Coopération et du Développement économiques. Ils ont su se montrer souples et répondre aux besoins des délégations, essentiellement composées au début de spécialistes des négociations, mais dont font de plus en plus souvent partie des personnes provenant des quatre coins du globe. »

Le secret de cette réussite, estime M. Goree, c'est que le BNT a pris de l'expansion en même temps que s'élargissait le créneau où il évolue.

Avant la révolution d'Internet, il n'aurait jamais été possible de pratiquer à si bon prix une forme si spécialisée de journalisme, c'est-à-dire un journalisme s'adressant à une petite clientèle dispersée et traitant d'un sujet aussi pointu que les négociations multilatérales sur l'environnement. Nous voici donc avec un budget de 1,4 million de dollars US qui nous permet d'informer un auditoire très spécialisé intéressé à suivre le déroulement de négociations multilatérales sur des traités en matière d'environnement et de développement durable, fait observer M. Goree. À l'examen, vous verrez que le poste le moins important de ce budget, c'est l'édition. Dans le cas d'une organisation dont l'objectif principal est de publier, on s'attendrait à ce que les dépenses de publication et de diffusion soient très élevées. Or nous n'expédions rien par courrier car une telle formule ne serait pas viable. »

## **Le Bulletin des négociations de la Terre – Faits et chiffres**

- ✘ À sa première année d'existence, le Bulletin disposait d'un budget de 60 000 \$US. Aujourd'hui, celui-ci s'élève à 1,4 million de dollars US.
- ✘ Les bureaux du BNT se trouvent à New York, à proximité de l'immeuble des Nations Unies.
- ✘ Le BNT compte six employés et dispose d'un bassin de 40 spécialistes de l'édition électronique et rédacteurs pigistes.
- ✘ Sustainable Developments, également produit par l'IIDD, est un service de production sur demande de comptes rendus de réunions, de conférences, de colloques et de symposiums dont ne traite pas le BNT.
- ✘ Entre le 2 mars 1992 et le 2 mars 2002, le BNT a produit 1 353 comptes rendus de 188 rencontres différentes tenues dans 51 villes situées dans 36 pays.
- ✘ Les différentes équipes du BNT ont compté 98 personnes provenant de 29 pays.
- ✘ Depuis dix ans, les membres des équipes du BNT ont eu 12 enfants.
- ✘ Chaque numéro quotidien du BNT fait environ 2 000 mots. À la fin d'une rencontre, l'équipe prépare un sommaire analytique final de 9 000 à 18 000 mots.

Pour en savoir plus sur le BNT et sur les Services de production de rapports de l'IIDD, consultez le site Linkages de l'IIDD (<http://www.iisd.ca>).

**« Nous n'avons pas craint d'ouvrir la voie en adoptant toutes ces nouvelles technologies, et les gens ont adoré ça. »**

## Observations de membres du Conseil et du personnel de l'Institut

« Depuis dix ans, on s'est employé à constituer des partenariats à tous les niveaux, tant sur le plan local qu'à l'échelle mondiale. En 1992, personne n'entrevoit encore les défis et les occasions qu'allaient créer ces collaborations multiples sur le plan du développement durable. Une des choses les plus importantes que nous avons apprise, c'est que ni les besoins ni les technologies des communications ne peuvent à eux seuls faire naître de bons partenariats. L'ingrédient essentiel, c'est la confiance envers autrui. Au cours des dix prochaines années, nous verrons dans quelle mesure cette confiance permettra à des personnes du monde entier de tracer ensemble la voie à suivre pour surmonter les obstacles et absorber les changements à venir. »

Terri Willard, gestionnaire de projet



Christian Friis Bach, PhD, membre du Conseil

« Le développement durable aura un avenir dans la mesure où nous serons capables de renforcer les règles mondiales et obligatoires en matière de protection de l'environnement et de redistribution de la richesse. Pour y parvenir, il nous faut privilégier le libre-échange, non pas parce que celui-ci résout les problèmes mais plutôt parce qu'il nous oblige à collaborer. Il nous faut renforcer les organisations internationales afin non pas de perdre notre souveraineté, mais de la reconquérir. Nous devons établir des liens plus étroits entre les négociations mondiales afin non pas de nous perdre dans les détails mais de mieux affronter les situations complexes. »



« Tout le monde admet aujourd'hui que les guerres qui se livrent aux confins du monde peuvent avoir des répercussions planétaires ressenties jusque dans les grands centres financiers du monde industrialisé. Ce ne sont plus seulement les économies, les idées et les gens qui se mondialisent; c'est aussi la violence. On ne peut plus dire que « cela se passe ailleurs ». À l'IIDD, nous voyons s'accumuler les nouvelles preuves que, d'une part, la raréfaction de ressources naturelles essentielles peut provoquer des conflits et que, d'autre part, le commerce international de précieuses ressources naturelles (bois d'œuvre, minéraux, animaux rares) peut à la fois engendrer la violence et la financer. Le moment est venu d'admettre que l'extraction sauvage des ressources et l'accélération de la circulation transfrontières de marchandises mettent en péril la sécurité des pays comme des personnes. La reconnaissance du lien existant entre les troubles sociaux et la gestion des écosystèmes deviendra la « pierre philosophale » qui transformera le développement durable, considéré jusqu'ici comme un luxe, en un impératif mondial. »

Jason Switzer, agent de projet

« Dans un monde qui se souciera davantage de justice sociale et de protection de l'environnement, les citoyens devront avoir accès à des moyens d'existence durables. Dans un tel monde, il faudra créer des emplois au centième de leur coût actuel, et accroître la productivité d'au moins 10 fois. Il faudra disposer de technologies très différentes des nôtres, et revoir entièrement les règles de l'économie. Il va de soi que l'industrialisation devra être plus décentralisée, efficace et souple qu'elle ne l'est à l'heure actuelle. Le rapport entre la main-d'œuvre et le capital devra être fondamentalement différent, tout comme les échelles de production, les prix des ressources et les systèmes de financement. »

Ashok Khosla, PhD, membre du Conseil



« On entend souvent dire du développement durable qu'il ressemble à un tabouret à trois pattes, parfois à quatre. Mais l'analogie pourrait tout aussi bien se faire avec un train qui essaie de rouler sur deux voies, la première étant celle de la rhétorique, de la théorie et des déclarations, et l'autre, celle de l'action et des faits sur le terrain. Or j'ai l'impression que ces deux voies ont commencé à s'écarter l'une de l'autre peu après le sommet de Rio. Si elles ne se rapprochent pas bientôt, si l'on ne joint pas les actes à la parole, il ne pourra que se produire un déraillement en règle. »



László Pintér, PhD,  
gestionnaire principal de projet



« Le développement durable est une notion abstraite, un idéal. Il s'agit maintenant de trouver des moyens de le concrétiser. Il est facile de faire peu de cas des réalisations des dix dernières années : expériences menées dans de nombreux pays, adoption de nouvelles méthodes dans l'industrie et le commerce,

perfectionnement de la gestion internationale de l'environnement, et débat énergique sur le rôle des politiques commerciales et de l'investissement. Le développement durable est la seule solution de rechange au « Consensus de Washington », le point de vue macroéconomique sur le développement. Il doit se concrétiser, car l'avenir des relations internationales en dépend. »

Konrad von Moltke, PhD, *membre associé*

« Nous avons appris que le développement durable est une toile complexe de facteurs interdépendants issus de différentes disciplines – l'écologie, l'économie, l'anthropologie, la sociologie et la psychologie, ainsi que l'informatique. Pour savoir dans quelle mesure le développement devient durable, nous devons désormais appliquer la science des systèmes et la dynamique non linéaire de même que des modèles complexes d'adaptation/simulation. Il nous faudra commencer par mieux comprendre la théorie sous-jacente et opérationnaliser les concepts en poursuivant le développement de métaphores et modèles adaptés aux besoins, pour finalement mesurer les progrès réalisés à l'aide de méthodes d'évaluation et d'indicateurs pertinents. »

Pumulo Muyatwa, PhD,  
*agent de projet*



« Le principe du développement durable n'est pas nouveau. C'est plutôt l'idéologie et la pratique de la surconsommation encouragée par le système économique dominant qui a faussé notre perception du moyen d'existence durable. Dans un monde fragmenté par les frontières, les croyances et les déséquilibres de pouvoir, c'est paradoxalement la mondialisation qui inspire l'espoir. D'abord, la mondialisation nous rappelle que la Terre et ses habitants sont inextricablement interdépendants. Ensuite, la conclusion d'accords internationaux ayant force obligatoire, d'une part, et la multiplication des échanges d'idées, de valeurs et de solutions, d'autre part, nous font voir qu'il existe des solutions de rechange à la surconsommation. Nous avons commencé à écrire le prologue d'une ère où régnera la justice, dans laquelle nous saurons conférer un caractère durable au développement. Car c'est bien ce à quoi il nous faut parvenir. »

Jennifer Castleden, *agent de projet*

L'ÉQUIPE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE OFFRE UN VASTE ÉVENTAIL D'ANTÉCÉDENTS, D'APTITUDES ET D'INTÉRÊTS. LES PERSONNES SUIVANTES ONT TRAVAILLÉ POUR L'INSTITUT AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002.

Rod Araneda  
Stephan Barg  
Jodi Browne  
Jennifer Bryant  
Carolee Buckler  
Lorna Cameron  
Chad Carpenter  
Jennifer Castleden  
Heather Creech  
Dennis Cunningham  
Shawna Curtis  
John Drexhage  
Anantha Duraïappah  
Lael Dyck  
Brad Etlin  
Kyle Fargey  
Janice Gair  
Bill Glanville  
Virginia Gonzales  
Langston James  
Goree VI "Kimo"  
Karen Goulding  
Darlene Gregoire  
Chantal Guertin  
Debbie Xiaolin Guo  
Mark Halle  
Arthur Hanson  
Peter Hardi  
Pat Hardy  
Kristen Hildebrand  
Jennifer Hirschfeld

Peter Hughes  
Robert Jones  
Fabienne Kalifat Turner  
Victoria Kellett  
Darryl Kutzan  
Deborah Lehmann  
Jim Leslie  
Jason Macki  
Jason Managire  
Clarita Martinet-Fay  
Stacy Matwick  
Catherine Muir  
Pumulo Muyatwa  
Prisna Nuengsigkapien  
Jo-Ellen Parry  
Alison Patmore  
Jacqueline Pilon  
Lázsló Pinter  
Marcelo Rojo  
Marlene Roy  
David Runnalls  
Kevin Selch  
Malena Sell  
Jennifer Senenko  
Ian Seymour  
Stuart Slayen  
Lisa Smith  
Jason Switzer  
Cheryl Thorlacius  
Allen Tychniewicz  
Sarah Van Exan

Henry Venema  
Shannon Wentz  
Terri Willard  
Michelle Wowchuk  
Wanhua Yang  
Jennifer Zelmer

#### ASSOCIÉS

Graham Ashford  
Pamela Chasek  
Aaron Cosby  
Peter Dickey  
Tony Hodge  
Howard Mann  
Norman Myers  
Luke Peterson  
Tom Rotherham  
Marie-Claire Segger

#### MEMBRES ASSOCIÉS

Keith Bezanson  
Ola Ullsten  
Konrad von Moltke

#### RÉDACTEURS DU BNT

Jacob Andersen  
Changbo Bai  
Andrew Baldwin  
Tonya Barnes  
Emily Boyd  
Julia Buckner

Leanne Burney  
Stanley Burgiel  
Richard Campbell  
Pamela Chasek  
Angela Churie  
Elisabeth Corell  
Deborah Davenport  
Michael Davis  
Francis Dejon  
Joanna Depledge  
Rado Dimitrov  
Peter Doran  
David Fernau  
Brandy Filtzer  
Ian Fry  
Mongi Gadhoom  
John Gagain, Jr.  
Tamilla Gaynutdinova  
Langston James  
Goree VI "Kimo"  
Jonathon Hanks  
Andrei Henry  
Laura Ivers  
Wendy Jackson  
Fiona Koza  
Jonathan Krueger  
Violette Laclouche  
Katell Le Goulven  
Michael Lisowski  
Dagmar Lohan  
Jenny Mandel

Leila Mead  
Gerhard Mulder  
Wagaki Mwangi  
Diego Noguera  
Prisna Nuengsigkapien  
Alison Ormsby  
Teya Penniman  
Lavanya Rajamani  
Marcela Rojo  
Charlotte Salpin  
Nicole Schabus  
Lisa Schipper  
Kira Schmidt  
Mark Schulman  
Malena Sell  
Chris Spence  
Jason Switzer  
Ken Tong  
Elsa Tsioumani  
Andrey Vavilov  
Juliette Voinov  
Lynn Wagner

#### STAGIAIRES

Alexandra Baillie  
Vicki Balance  
Trevor Bowden  
Roxanne Breton  
Tawna Brown  
Daniel Charles  
Jennifer Cottes

Michael Deen  
Shelly Elverum  
Paula Eyzaguirre  
Kathryn Furlong  
Ajay Gandhi  
Mary Gowan  
Anne Hammill  
Sara Hollet  
Melissa Garcia Lamarca  
Charmaine Lee  
Elaina Little  
Alison Lobsinger  
Anna Minkus  
Melinda Moriarty  
Jackie Price  
David Primack  
Michelle Rose  
Mark Schreiner  
Teslin Seale  
Karen Sutherland  
Geneviève Tremblay  
Heather Tompkins  
Kinga Uto

# Notre objectif stratégique :

Élaborer et défendre des politiques en matière de commerce et d'investissement qui favorisent le développement durable.

## Le commerce et l'investissement



LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT REVÊTENT UNE IMPORTANCE CRUCIALE AU REGARD DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. LA MESURE DANS LAQUELLE ILS CONTRIBUENT EFFECTIVEMENT À LA POURSUITE DE CE BUT EST NÉANMOINS FONCTION DE LEUR DEGRÉ DE LIBÉRALISATION ET DE LEUR GESTION, TOUT COMME DU MODE D'ÉLABORATION DES POLITIQUES. POUR L'INSTANT, TANT LE COMMERCE QUE L'INVESTISSEMENT COMPROMETTENT CLAIREMENT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE. CE QUE SOUHAITE L'IIDD, C'EST FAIRE MODIFIER LES RÈGLES DU COMMERCE ET LES NOUVEAUX ARRANGEMENTS FINANCIERS INTERNATIONAUX AFIN QUE LES UNES ET LES AUTRES CONTRIBUENT RÉELLEMENT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

### Réalisations et faits saillants

- Le symposium de haut niveau sur le commerce et le développement durable dans les Amériques tenu conjointement par l'IIDD à Québec dans les jours précédant le Sommet des Amériques a été très réussi. Trois ministres du gouvernement canadien, de même qu'un ministre de chacun des pays d'Amérique latine et des Antilles représentés, ont pris la parole devant les participants. Pour en savoir plus, rendez-vous à la page du symposium (<http://www.iisd.org/trade/qc2001/>).
- Le groupe de travail sur le commerce et l'environnement du Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (CCCIED) vient de terminer son mandat de cinq ans. Fait inhabituel, son mandat a été renouvelé et renforcé, et son champ d'action élargi. À la faveur de la récente accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, le groupe de travail devrait occuper une place de choix au sein du CCCIED.
- L'IIDD a réussi à faire accepter sa demande de présenter un mémoire en qualité d'*amicus curiae* (intervenant désintéressé) dans l'affaire Methanex dans laquelle une entreprise canadienne a intenté des poursuites contre le gouvernement de la Californie en vertu des dispositions du chapitre 11 de l'ALENA. Comme c'est la première fois qu'est admis le principe d'accepter l'opinion d'un intervenant de l'extérieur dans un différend concernant l'application de l'ALENA, les conséquences pour l'avenir sont importantes. Des règles jusqu'ici obscures y gagnent en transparence.
- L'Institut a dévoilé l'existence d'un problème de taille concernant les traités bilatéraux d'investissement, et il a mis au point un programme d'intervention à cet égard. Nous avons découvert que bon nombre des plus de 2000 traités bilatéraux d'investissement confèrent aux investisseurs des pouvoirs que ceux-ci utilisent pour freiner ou ralentir les progrès dans les pays en développement sur les plans social et environnemental.
- L'IIDD est la seule organisation non gouvernementale à avoir été invitée à faire partie du groupe de travail sur la vision pour l'avenir de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), qui doit se pencher sur l'avenir du domaine des normes environnementales et sur la façon dont ses spécialistes peuvent le mieux contribuer au développement durable.

- En partenariat avec le Centre international du commerce et du développement durable (CICDD), l'IIDD a procédé au lancement de la deuxième phase d'implantation de son Réseau du savoir sur le commerce. Dorénavant accessible dans huit pays en développement, le réseau a entrepris un nouveau cycle de recherche sur d'importants enjeux relatifs à la libéralisation du commerce et aux actuelles négociations à l'OMC. Déjà doté d'un budget de 1,7 million de dollars CAD, le réseau est appelé à prendre de l'expansion à mesure que sera reconnue l'importance du perfectionnement des compétences en matière de commerce et de développement durable. Voici l'adresse électronique du réseau : <http://www.iisd.org/tkn/default.htm>.
- Également en partenariat avec le CICDD, l'Institut a terminé la première phase du projet d'élaboration des objectifs stratégiques du Sud en matière de commerce et d'environnement. À partir de recherches de spécialistes et de nombreuses consultations avec des représentants commerciaux de pays en développement à Genève, les responsables du projet ont cerné les intérêts environnementaux des pays en développement dans le contexte commercial afin de mieux équilibrer le programme de négociation sur le commerce et l'environnement. Au cours de la deuxième phase qui doit débiter au milieu de 2002, ils procéderont à cinq ou six consultations régionales pour connaître les nouvelles idées et les points de vue des ONG, des gouvernements, des établissements d'enseignement et du secteur privé dans les pays en développement. Ils prépareront un manuel sur le commerce et l'environnement à l'intention des négociateurs du Sud, et lanceront un programme de recherche sur les priorités des pays en développement concernant le commerce et l'environnement.
- Privés d'un accès au mécanisme d'établissement des normes, les pays en développement sont souvent obligés de se conformer à des normes mal adaptées à leur situation, au sujet desquelles ils n'ont pas pu se prononcer. En collaboration avec l'alliance des organisations de recherche stratégique (RING), l'IIDD a donc lancé un projet sur les normes en matière de développement durable qui vise à déterminer les besoins en compétences des pays en développement dans le secteur des normes environnementales touchant le commerce, un secteur d'importance de plus en plus cruciale.
- Dans les mois précédant la Quatrième Conférence ministérielle de l'OMC au Qatar (en novembre 2001), l'IIDD a publié « *IISD Viewpoint* », une série de quatre énoncés d'information et d'opinion sur le commerce et le développement durable, auxquels leur vaste lectorat a réservé un très bon accueil. On peut consulter les quatre énoncés de même qu'un commentaire post-Doha en ligne, à l'adresse <http://www.iisd.org/trade/qatar.htm>.
- L'IIDD a publié *Private Rights, Public Problems: A guide to NAFTA's controversial chapter on investor rights* conjointement avec la section américaine du Fonds mondial pour la nature. Ce livre qui a bénéficié d'une large diffusion dans le milieu de l'ALENA a eu un effet marqué et mené à l'approbation d'un projet en matière de droit de l'investissement et de développement durable. Pour télécharger le texte de *Private Rights, Public Problems*, rendez-vous à la page [http://www.iisd.org/trade/private\\_rights.htm](http://www.iisd.org/trade/private_rights.htm).

### Le mot du directeur de l'équipe du commerce et de l'investissement...

« L'IIDD s'est employée à trouver un juste milieu entre l'exercice de pressions en faveur de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce, et un engagement constructif vis-à-vis de l'OMC. La nomination à la fin de 2001 de Konrad von Moltke, de l'IIDD, à un prestigieux groupe de conseillers de haut niveau auprès du directeur général de l'OMC, Mike Moore, nous a prouvé que nous sommes dans la bonne voie. Konrad, un des deux seuls représentants de la « société civile » à faire partie de ce groupe, est certainement le membre du groupe qui a le plus critiqué les règles du commerce multilatéral. En sa qualité de membre du Secrétariat, Konrad était présent à la conférence ministérielle de l'OMC tenue au Qatar en novembre, où il a eu le privilège de participer à des réunions auxquelles la plupart des délégués ne pouvaient assister. Une occasion rêvée de faire connaître les idées de l'IIDD ! »



- Mark Halle

## Vision à long terme

À LONG TERME, LES OBJECTIFS DE L'IIDD CONSISTENT À ACCROÎTRE L'INTÉRÊT ET L'IMPORTANCE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN TANT QUE BUT GLOBAL DES RÈGLES EN MATIÈRE DE COMMERCE INTERNATIONAL ET D'INVESTISSEMENT AINSI QU'À FAIRE JOUER À L'INSTITUT LE RÔLE DE PARTENAIRE CLÉ, DANS LES RÉGIMES MULTILATÉRAUX, AUX FINS DE LA TRANSITION VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

# Notre objectif stratégique :

*Mettre au point des stratégies novatrices pour contrer les changements climatiques et leurs effets et en faire la promotion.*

## Les changements climatiques et l'énergie

EN CETTE ANNÉE OÙ L'ÉQUIPE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE L'ÉNERGIE S'EST LANCÉE DANS 35 NOUVEAUX PROJETS, L'IIDD A VU SA VISIBILITÉ AUGMENTER, DE MÊME QUE SON INFLUENCE DANS LE DÉBAT EN COURS. AU CANADA, L'INSTITUT COLLABORE AVEC LES GOUVERNEMENTS AFIN DE CONVAINCRE LES CANADIENS QU'ILS PEUVENT CONTRIBUER À RÉSOUDRE LE PROBLÈME DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES. À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, IL S'AGIT DE VOIR COMMENT LES PAYS, SURTOUT LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, POURRAIENT MIEUX INTÉGRER LES QUESTIONS CONCERNANT LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES À LEURS OBJECTIFS PRIORITAIRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.

### Réalisations et faits saillants

- Depuis un an, l'IIDD a occupé le devant de la scène dans le débat sur la ratification du protocole de Kyoto par le Canada. John Drexhage, directeur de l'équipe des changements climatiques et de l'énergie, a participé aux travaux du groupe d'analyse et d'établissement de modèles ainsi que du groupe de travail sur l'échange national de droits d'émission, et le caucus du parti Libéral à Ottawa l'a régulièrement invité à lui décrire les coûts et avantages d'une éventuelle ratification.
- L'IIDD a entretenu une étroite collaboration avec différentes provinces concernant le problème de l'évolution du climat. Des membres du personnel à Calgary, Winnipeg, Ottawa et New York ont fourni des renseignements sur les faits nouveaux concernant les changements climatiques à l'échelle tant nationale qu'internationale. Le Manitoba, l'Alberta et l'Ontario ont sollicité les conseils stratégiques de l'Institut.
- Notre président, David Runnalls, et Jim Carr, membre du Conseil, ont fait partie du groupe de travail manitobain sur les changements climatiques dirigé par l'honorable Lloyd Axworthy. Des membres du personnel de l'Institut ont aidé la Commission de protection de l'environnement du Manitoba à organiser des consultations publiques et à préparer le rapport final du groupe de travail. On peut consulter la page du groupe de travail sur le site de l'IIDD, qui l'a conçue, à l'adresse <http://www.iisd.org/taskforce/default.htm>.
- En collaboration avec le Canadian Energy Research Institute, l'IIDD a organisé en février 2002 une conférence à laquelle on a discuté de la mise au point d'une stratégie continentale en matière d'énergie et de ses incidences possibles sur la recherche de solutions au problème des changements climatiques en Amérique du Nord. Pour en savoir plus, consultez <http://www.iisd.ca/sd/sdcem/>.
- L'IIDD a poursuivi son travail avec des entreprises canadiennes qui jouent un rôle proactif face au problème des changements climatiques. L'Institut a fourni des renseignements et des conseils stratégiques aux sociétés Shell Canada, Manitoba Hydro, Ontario Power Generation, Pan Canadian et Trans Canada Pipelines.

- L'IIDD a continué à chercher des moyens d'aider les autochtones de l'Arctique à mieux faire entendre leur voix dans le débat sur la ratification du protocole par le Canada. Fort de ses réalisations à Sachs Harbour dans le cadre du projet des observations des Inuits sur l'évolution du climat, l'Institut a envoyé ses représentants dans six autres localités du Nord pour qu'ils y observent, avec des membres des Premières nations, les répercussions de l'évolution du climat dans le Nord et en rendent compte.
- L'IIDD a renforcé ses relations avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) concernant le problème des changements climatiques. La deuxième phase de l'implantation du réseau du savoir sur l'évolution du climat (RSEC) a été approuvée. En collaboration avec 14 autres institutions du monde entier, les responsables du RSEC II mettront l'accent sur l'élaboration de stratégies décentralisées en matière d'énergie renouvelable adaptées aux besoins des pays en développement, sur le perfectionnement des compétences des négociateurs de ces pays, et sur l'expansion des capacités locales d'intervention face aux changements climatiques. Deux projets réalisés en Inde dont un vise l'examen des répercussions de ces changements sur l'agriculture, et l'autre, les instruments économiques et la réforme budgétaire écologique, se sont poursuivis cette année. De plus, l'IIDD met la dernière main à la négociation avec l'ACDI d'un projet visant l'examen de l'éventuelle application du mécanisme de développement propre aux fins de réduire les émissions de gaz provenant du secteur des transports au Chili.
- L'IIDD a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement du Canada afin d'aider le Maroc à accueillir les participants à la Septième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à l'automne 2001. On a entre autres offert des séances d'orientation aux représentants du gouvernement afin de leur expliquer les enjeux des négociations internationales en question.
- L'IIDD a poursuivi sa collaboration avec un réseau d'instituts en Europe, au Japon et en Russie afin de voir comment les investissements dans l'échange de droits d'émission pourraient aider le gouvernement russe à mettre au point et en application une stratégie nationale concernant les changements climatiques.
- L'Institut a rafraîchi et étoffé le contenu du site du Réseau du savoir sur les changements climatiques (<http://www.cckn.net/compendium/>).

### Le mot du directeur de l'équipe des changements climatiques et de l'énergie...

« Depuis mon arrivée à l'IIDD il y a un peu plus d'un an, deux évidences me sont apparues. J'ai compris à quel point le problème de l'évolution du climat est vaste et complexe, et à quel point le personnel de l'Institut s'y connaît en cette matière et fait preuve de détermination. De Moscou à Yellowknife, de Marrakech à New Delhi, la réputation de l'IIDD n'est plus à faire. Ses porte-parole jouissent d'une influence déterminante dans le débat national et international autour de ce problème planétaire des plus complexes. »

– John Drexhage



## Vision à long terme

DANS LA POURSUITE DE L'OBJECTIF GÉNÉRAL D'INTÉGRATION DES INTERVENTIONS POUR RALENTIR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, L'ÉQUIPE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE L'ÉNERGIE À L'IIDD A POUR VISION À LONG TERME DE :

- jouer un rôle important et exercer son influence à l'échelle nationale pour faire avancer le débat sur les changements climatiques;
- fournir de solides connaissances spécialisées sur les grands enjeux dont on discute au Canada, par exemple les échanges de droits d'émissions;
- organiser des conférences et des rencontres réunissant les principaux acteurs concernés au Canada et sur la scène internationale, ou en faciliter la tenue;
- défendre la cause des entreprises privées prêtes à accorder tout le sérieux voulu au problème de l'évolution du climat et à se doter de lignes de conduite et de pratiques propres à vraiment réduire les émissions de gaz à effet de serre;
- mieux expliquer les effets des changements climatiques dans les différentes régions du Canada, particulièrement dans le Nord;
- intervenir à l'échelle locale en faveur de l'élaboration de solutions d'adaptation/atténuation appropriées;
- aider les provinces à se doter de programmes d'action face aux changements climatiques;
- mettre à profit la capacité de l'IIDD d'aider les pays en développement à se doter des compétences nécessaires pour participer à des négociations internationales et agir sur le terrain.

# Fonction stratégique :

Fournir de l'information en temps réel aux décideurs et favoriser la transparence dans les négociations multilatérales à l'aide de technologies d'information de pointe. En offrant aux négociateurs, au personnel des Nations Unies, aux ONG et aux médias des renseignements utiles sur des enjeux souvent complexes, les Services de production de rapports facilitent grandement la prise de décisions concernant le développement durable à l'échelle internationale.

## Les services de production de rapports

L'ÉQUIPE DES SERVICES DE PRODUCTION DE RAPPORTS, DONT LES BUREAUX SE TROUVENT À NEW YORK, A POURSUIVI SUR SA LANCÉE EN CONTINUANT DE PUBLIER UN FLOT ININTERROMPU DE RAPPORTS SUR LES NÉGOCIATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE. L'ÉQUIPE PRODUIT NOTAMMENT LE BULLETIN DES NÉGOCIATIONS DE LA TERRE (BNT), LINKAGES JOURNAL, LE BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION SUR LES RENCONTRES INTERNATIONALES, DONT LA DIFFUSION SE FAIT MAINTENANT PAR COURRIEL, ET SUSTAINABLE DEVELOPMENTS, UN SERVICE DE PRODUCTION SUR DEMANDE DE RAPPORTS DE CONFÉRENCES, DE SYMPOSIUMS ET DE COLLOQUES. LES SERVICES SUIVENT À LA TRACE LES DÉBATS OFFICIELS ET LES TRACTATIONS EN COULISSE À L'INTENTION DES DÉCIDEURS. ON PEUT CONSULTER TOUS LES RAPPORTS PUBLIÉS PAR LES SERVICES À L'ADRESSE [HTTP://WWW.IISD.CA/](http://www.iisd.ca/). VOIR L'ARTICLE DE FOND SUR LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DU BNT À LA PAGE 4.

### Le mot du directeur des Services de production de rapports...

« Cela fera dix ans cet été que l'IIDD nous a demandé, immédiatement après le Sommet de la Terre à Rio, si le Bulletin des négociations de la Terre se cherchait un organisme d'accueil. Ce bulletin que nous (Pam Chasek, Johannah Bernstein et moi-même) avions commencé par écrire au fond des salles de négociations, sur nos ordinateurs portatifs, est devenu la publication phare de l'IIDD. Je ressens une certaine fierté en pensant à ce que nous avons réalisé ces dix dernières années : nous avons su faire appel à des personnes intelligentes, trouver de bonnes idées, compter sur une organisation qui n'a pas craint d'innover et eu recours à des modes de financement originaux pour créer un produit somme toute remarquable. »



-Langston James Goree VI (« Kimo »)

## Réalisations et faits saillants

- Les Services de production de rapports ont continué à offrir aux milieux internationaux de la diplomatie et du développement durable des comptes rendus et des analyses de grande qualité sur 35 négociations, conférences, colloques et symposiums internationaux.
- De plus, les services de l'IIDD ont été retenus pour la préparation de comptes rendus (*Sustainable Developments*) de 24 autres rencontres internationales.
- En prévision du Sommet mondial sur le développement durable, l'IIDD a lancé sur son site un portail consacré exclusivement au Sommet (<http://www.iisd.ca/wssd/portal.html>).
- Les Services de production de rapports ont élargi et diversifié leur base de financement. Voici la liste de leurs bailleurs de fonds en 2001-2002 :

### MINISTÈRES ET ORGANISMES PUBLICS

Le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas – Grand donateur  
L'Agence canadienne de développement international (ACDI) – Grand donateur  
La United States Agency for International Development (USAID) – Grand donateur  
L'Agence suisse pour l'environnement, les forêts et les écosystèmes – Grand donateur  
Le Department for International Development du Royaume-Uni – Grand donateur  
La Communauté européenne (DG-XI) – Grand donateur  
Le ministère des Affaires étrangères du Danemark – Grand donateur  
Le ministère de la Coopération au développement (BMZ) par l'entremise du GTZ et du ministère de la Gestion de la nature, des Forêts et de la Sécurité nucléaire (BMU) d'Allemagne – Grand donateur  
Les ministères des Affaires étrangères, de l'Environnement et de l'Agriculture de la Suède  
Les ministères des Affaires étrangères et de l'Environnement de l'Autriche  
Le gouvernement de l'Australie  
Les ministères de l'Environnement et des Affaires étrangères de la Norvège  
Les ministères de l'Environnement et des Affaires étrangères de la Finlande  
Le ministère de l'Environnement du Japon (par l'intermédiaire de l'Institute for Global Environmental Strategies)  
Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande  
La Division de la conservation des ressources, Département des forêts, Conseil de l'agriculture de Taiwan (par l'entremise de Swan International)  
Le ministère des Affaires étrangères de la France (pour l'édition française)

### ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET ORGANISMES SPÉCIALISÉS DES NATIONS UNIES

Le Fonds pour l'environnement mondial  
Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies  
Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique  
Le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques  
Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)  
Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)  
Le Secrétariat de l'ozone du PNUE (pour le compte rendu de la douzième conférence des parties au Protocole de Montréal)  
L'Unité des produits chimiques du PNUE (pour le compte rendu des négociations entourant les Conventions de Stockholm et de Rotterdam)

### FONDACTIONS PRIVÉES, INDUSTRIE ET ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

La Rockefeller Foundation  
La Joyce Foundation

## Vision à long terme

LES SERVICES DE PRODUCTION DE RAPPORTS ONT L'INTENTION D'ENCOURAGER LA PRISE DE DÉCISIONS TRANSPARENTE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE DANS LES DOMAINES DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AUGMENTANT LE NOMBRE ET L'ÉTENDUE DE LEURS COMPTES RENDUS DE RENCONTRES À L'AIDE DES TECHNIQUES D'INFORMATION LES PLUS PERFECTIONNÉES.

# Notre objectif stratégique :

Faire la promotion de politiques budgétaires et

fiscales facilitant la transition vers le développement durable.

## Les politiques économiques

L'IIDD S'INTÉRESSE À TROIS ASPECTS DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES QUI ONT UN RAPPORT AVEC LE DÉVELOPPEMENT DURABLE. SON PREMIER CHAMP D'INTÉRÊT CONCERNE LE LIEN ENTRE LA PAUVRETÉ ET LES ÉCOSYSTÈMES, ET SON DEUXIÈME, LES PROBLÈMES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET DE JUSTICE DÉCOULANT DES POLITIQUES RELATIVES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES. LA RECHERCHE PORTE SUR LES EFFETS QU'AURA LE RECOUVREMENT INTÉGRAL DES COÛTS SUR L'INCIDENCE DE LA RÉPARTITION DES AVANTAGES DES POLITIQUES AXÉES SUR LES OBJECTIFS DE KYOTO. LE RÔLE DES GROUPES INTÉRESSÉS ET DES INSTITUTIONS AU REGARD DE LA MISE AU POINT ET EN APPLICATION D'INSTRUMENTS ÉCONOMIQUES PRENANT EN COMPTE LES EFFETS ENVIRONNEMENTAUX EXTERNES CONSTITUE LE TROISIÈME CHAMP D'INTÉRÊT DE L'INSTITUT.

### Réalisations et faits saillants

- Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a demandé à l'IIDD de préparer un cadre conceptuel sur le lien entre la pauvreté et l'environnement, ainsi que des lignes directrices. Ces deux documents seront présentés au conseil d'administration du PNUE par le directeur du Programme, en réponse à la déclaration GC21/15. Le texte du cadre conceptuel est affiché sur notre site ([http://www.iisd.org/economics/pov\\_sd/documents.asp](http://www.iisd.org/economics/pov_sd/documents.asp)).
- L'Institut a procédé au lancement du bulletin *Nexus* afin d'enrichir le dialogue sur le lien entre la pauvreté et l'environnement. Le moment est bien choisi compte tenu du fait que les décideurs reconnaissent de plus en plus le lien essentiel entre les écosystèmes et la réduction de la pauvreté, et de la confusion que crée la complexité de ce lien.
- L'Évaluation des écosystèmes en début de millénaire est un autre projet international de grande envergure visant l'examen du lien entre les écosystèmes et le bien-être de l'humanité. Doté d'un budget de 20 millions de dollars US, ce projet d'une durée de cinq ans servira essentiellement à faire une évaluation intégrée des écosystèmes, le bien-être de l'humanité étant appelé à occuper une place prépondérante dans cette évaluation. L'IIDD a été invité à faire bénéficier les responsables du projet de ses compétences spécialisées en matière de bien-être et de réduction de la pauvreté.
- Dans le domaine des politiques touchant l'énergie et les changements climatiques, l'IIDD vient de terminer son évaluation, à l'aide de techniques économétriques, de fonctions de la demande permettant de mesurer la demande d'énergie de différentes catégories de revenu. Ces fonctions ont ceci de particulier qu'elles servent à mesurer la demande d'énergie de sortie (chauffage, eau chaude, appareils électriques), par opposition aux fonctions habituelles de demande d'énergie qui mesurent la demande d'énergie d'entrée (électricité, gaz, pétrole). L'énergie de sortie s'entend de l'énergie dont les consommateurs ont besoin et qu'ils consomment effectivement, l'énergie d'entrée correspondant plutôt à l'énergie brute avant sa transformation en énergie de sortie. Les augmentations des prix de l'énergie sont toujours appliquées à l'entrée, leur impact se faisant sentir à la sortie. Grâce à ces travaux de l'Institut, les décideurs disposeront de données facilitant l'élaboration de politiques qui tiennent compte de la demande provenant des pauvres.
- L'IIDD a été en mesure d'approfondir des études canadiennes antérieures sur les coûts des émissions en ayant recours à des systèmes d'information géographique pour établir un lien entre les données sur les émissions et la répartition de la population de façon à obtenir un meilleur tableau de la répartition des coûts de la pollution atmosphérique pour la santé. Dans son calcul des coûts de la production d'électricité pour la santé publique au Canada, l'Institut s'est servi à la fois de la méthodologie du projet européen ExternE et des données et modèles canadiens existants.
- Dans le domaine du recouvrement intégral des coûts, l'IIDD a préparé à la demande d'Environnement Canada un mémoire dans lequel il ne limite pas son propos aux arguments d'efficacité économique des instruments économiques ou de marché, mais aborde également les problèmes de pollution. Ses auteurs traitent de l'économie politique des institutions et de l'influence réciproque des différents groupes intéressés sur la réussite ou l'échec de la mise en application des politiques antipollution. Ils présentent également une stratégie complexe de gestion adaptative applicable à la conception d'instruments économiques.

### Le mot du directeur de l'équipe des politiques économiques...

« L'IIDD se voit offrir une chance bien particulière de contribuer à l'examen du lien entre la réduction de la pauvreté et les écosystèmes. L'établissement d'une approche pragmatique, quoique passablement radicale, en matière de réduction de la pauvreté en élargissant le cadre fonctionnement-habilités-liberté élaboré par le prix Nobel Amartya Sen, fera de l'Institut un pionnier au sein du milieu du développement durable. Plus important encore, l'IIDD sera considéré comme un défenseur des pauvres. »

## Vision à long terme

À LONG TERME, L'ÉQUIPE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES VISE TROIS GRANDS OBJECTIFS : **1.** Faire ressortir l'importance du lien entre la pauvreté et les écosystèmes, sensibiliser les décideurs au rôle multidimensionnel crucial que jouent les écosystèmes au regard de la réduction de la pauvreté, et faire de l'IIDD un centre de référence incontournable pour la formulation de politiques dans ce domaine complexe en pleine évolution. **2.** Faire progresser l'établissement de modèles en matière d'énergie en y introduisant la dimension de justice. **3.** Faire accepter le concept de gestion adaptative complexe comme cadre de conception d'instruments économiques en matière de recouvrement intégral des coûts.



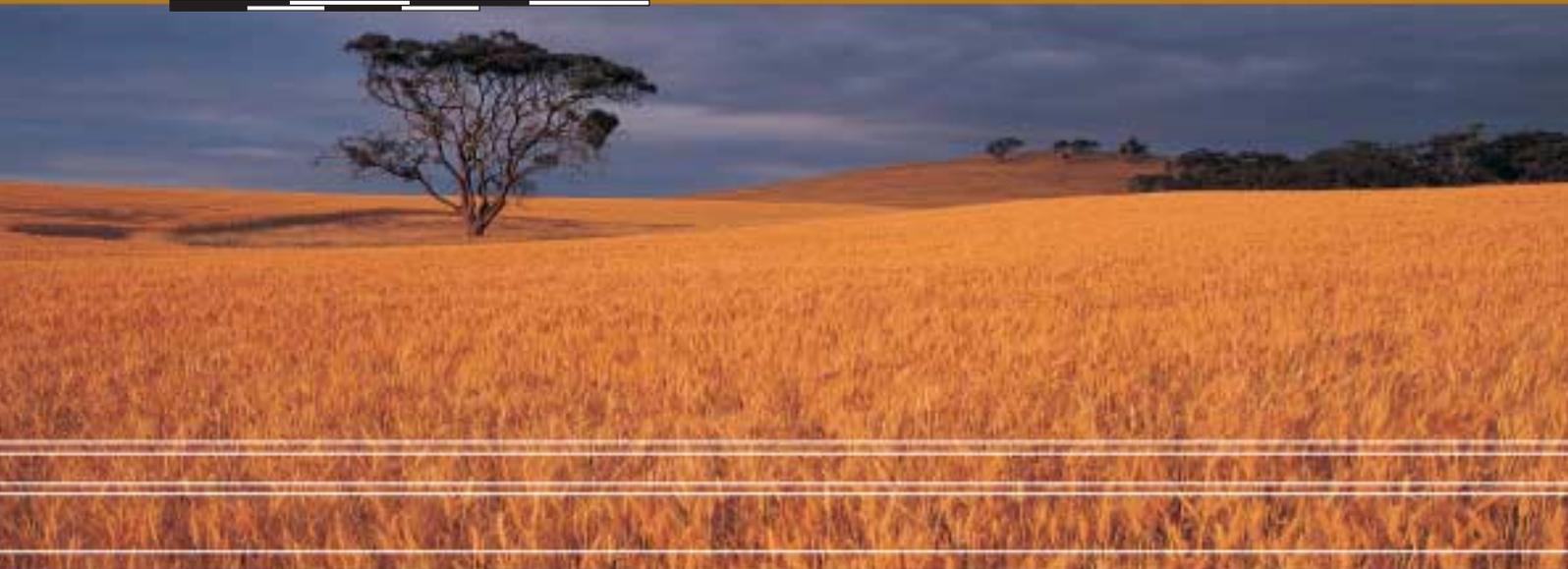
- Anantha Duraipapp, PhD



# Notre objectif stratégique :

*Encourager des pratiques plus durables d'agriculture et d'exploitation des ressources naturelles en créant des stimulants et en faisant participer davantage les populations concernées à la prise de décisions.*

## La gestion des ressources naturelles



LA LISTE DES ACTIVITÉS AUXQUELLES L'ÉQUIPE A PRIS PART AU COURS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE EST DYNAMIQUE ET VARIÉE. EN SA QUALITÉ DE CO-ANIMATEUR DE LA SECTION NORD-AMÉRICAINNE DU PROJET MINES, MINÉRAUX ET DÉVELOPPEMENT DURABLE, L'IIDD A CONTRIBUÉ À SENSIBILISER L'INDUSTRIE MINIÈRE NORD-AMÉRICAINNE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE. DEUX IMPORTANTS PROJETS LOCAUX DE LONGUE DURÉE, CEUX DE SKOWNAN ET DE MYRADA, ONT PRIS FIN CETTE ANNÉE, LES TRAVAUX TOUCHANT L'ENVIRONNEMENT ET LA SÉCURITÉ ONT DÉBUTÉ, ET ART HANSON A CONTINUÉ À INTERVENIR EN FAVEUR DE L'ADOPTION DE POLITIQUES ORIGINALES D'EXPLOITATION DURABLE DES OCÉANS.

### **Réalisations et faits saillants**

- Dans le cadre du projet mondial Mines, minéraux et développement durable (MMDD), MMDD Amérique du Nord s'est vu confier le mandat de proposer des stratégies favorables au développement durable que pourrait adopter l'industrie nord-américaine de l'extraction minière et minière. Parmi les activités de la dernière année, signalons une nouvelle formule de dialogue sur l'exploitation minière et le développement durable auquel ont participé 100 personnes à Vancouver, cinq ateliers et deux publications. Jusqu'à présent, MMDD Amérique du Nord a sensibilisé de nombreux milieux intéressés de tout le continent, et contribué à convaincre l'industrie de tenir compte de l'objectif du développement durable. Le World Business Council for Sustainable Development a confié à l'Institut international pour l'environnement et le développement la gestion du projet mondial MMDD. Pour la portion nord-américaine de ce projet, l'IIDD a pour partenaire la Mackay School of Mines de l'Université du Nevada à Reno.
- L'IIDD a conclu son partenariat de deux ans et demi avec MYRADA, une organisation indienne qui œuvre dans les secteurs du développement communautaire, de la lutte contre la pauvreté et du micro-crédit. Ce projet a d'abord servi à mettre à l'essai sur le terrain la méthode de l'enquête positive qui mise sur l'histoire locale et les réalisations des habitants, et met à profit les points forts ainsi découverts pour établir une vision pour l'avenir et la réaliser. L'Institut a publié à l'intention des spécialistes le guide *The Positive Path: Using Appreciative Inquiry in Rural Indian Communities*, témoignage durable de sa participation au projet. On peut consulter ce guide à l'adresse [http://www.iisd.org/pdf/2001/ai\\_the\\_positive\\_path.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2001/ai_the_positive_path.pdf).
- Le projet d'intégration des valeurs autochtones à l'utilisation du sol et à la gestion des ressources a également pris fin cette année. En partenariat avec la Première nation Skownan, les responsables du projet se sont servi de la méthode de l'enquête positive et de vidéos participatives pour étudier les valeurs des autochtones concernant le respect dû à la terre ainsi que leurs idées sur son exploitation future, et en rendre compte. Parmi les activités de projet, mentionnons la production de deux vidéos et la tenue de plusieurs ateliers locaux et rencontres de groupes témoins. Le texte du rapport final du projet se trouve sur notre site ([http://www.iisd.org/pdf/skownan\\_final\\_nopics.pdf](http://www.iisd.org/pdf/skownan_final_nopics.pdf)).

- En collaboration avec l'Union mondiale pour la nature (UICN), l'IIDD a procédé au lancement d'un programme sur l'environnement et la sécurité. Le but de ce programme consiste à mettre à profit la prise de conscience des liens existant entre la gestion des ressources naturelles et la sécurité de l'humanité pour mettre au point des outils pratiques à l'intention des décideurs. Entre autres réalisations, les responsables du partenariat IIDD-UICN ont collaboré à la rédaction de lignes directrices provisoires sur la prévention des conflits pour les besoins du dialogue sur les affaires et les conflits du Contrat mondial des Nations Unies, et créé le groupe de travail sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques. Un livre sur la conservation et la sécurité de l'humanité comportant des études de cas du monde entier doit être publié avant le Sommet mondial pour le développement durable. Le site de l'IIDD comprend une page sur l'environnement et la sécurité ([www.iisd.org/natres/security](http://www.iisd.org/natres/security)).
- Au cours de l'année écoulée, les océans ont occupé une grande place dans le temps qu'Art Hanson, directeur par intérim du Programme, a consacré à son mandat d'ambassadeur pour les océans du ministère des Pêches et Océans. Art a organisé trois rencontres de hauts fonctionnaires représentant différents ministères fédéraux aux fins de la préparation d'un mémoire présenté au cabinet l'automne dernier. Ces rencontres ont porté sur les enjeux socio-économiques, environnementaux et internationaux dont devrait traiter une éventuelle stratégie nationale d'exploitation des océans. Il a témoigné à une réunion spéciale du Comité des pêches du Sénat canadien convoquée pour que les ambassadeurs pour les océans puissent proposer des orientations au Comité concernant l'exploitation des ressources océaniques. Cette année, Art a été appelé à diverses reprises à prendre la parole et à conseiller les responsables de la préparation de documents et de la formulation d'idées en prévision du Sommet mondial pour le développement durable.

- L'agriculture et l'eau ont constitué d'importants aspects de nos services consultatifs. En sa qualité de conseiller spécial auprès de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE), Art Hanson a appuyé une importante étude sur l'application de la réforme financière écologique à la conservation des terres agricoles. En étroite collaboration avec le programme de conservation du patrimoine naturel de la TRNEE, il a contribué à l'élaboration de nouvelles méthodes de protection de vastes territoires. En tant que membre du Comité consultatif canadien de la biotechnologie, Art a collaboré à la rédaction d'un important rapport traitant de la réglementation des aliments génétiquement modifiés et des besoins en matière de recherche. Enfin, il fournit son assistance à Environnement Canada concernant le plan d'action mondial pour la gestion de l'eau et les interventions Canada-PNUD en Équateur.

### Le mot du directeur par intérim de l'équipe de la gestion des ressources naturelles...

« L'objectif de développement durable influence de toute évidence la conduite des activités des exploitants des ressources naturelles et des « 5-RN », les cinq ministères qui s'occupent des ressources naturelles. Nous sommes à un tournant où il nous faut privilégier une gestion intégrante, adaptative. Nous voyons se manifester de bons défenseurs du développement durable auxquels nous continuerons d'accorder notre appui. Notre rôle consiste par ailleurs à situer dans leur contexte des éléments clés dont bon nombre ont un rapport avec le commerce international, quoique des facteurs tels que les émissions de dioxyde de carbone et les préoccupations concernant la santé de la personne et la nature acquièrent de plus en plus d'importance. L'autre aspect de notre travail – l'environnement et la sécurité – est appelé à prendre une place grandissante dans nos activités. Si l'on ne s'attaque pas aux problèmes sous-jacents de la pauvreté et de la mauvaise gestion des affaires publiques, l'exploitation non durable des ressources provoquera de véritables tragédies humanitaires. »

- Arthur J. Hanson, PhD



## Vision à long terme

DANS LE CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA GESTION INTÉGRANTE ET ADAPTATIVE, LA VISION À LONG TERME DE L'INSTITUT EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES CONSISTE À :

- élaborer et recommander de meilleurs modèles d'utilisation durable des ressources naturelles;
- évaluer les points forts, les besoins et le rôle des populations locales au regard de l'établissement et de la mise en application de stratégies durables de gestion des ressources;
- encourager l'adoption de nouvelles structures d'échanges et d'investissement et le retrait de mauvaises politiques à tous les niveaux;
- mieux comprendre le rôle des conflits, de la gestion publique et des institutions dans la perspective d'une gestion durable des ressources.

# Notre fonction stratégique :

Mettre à la disposition des décideurs du monde entier la base de savoir de l'IIDD enrichie en puisant aux meilleures sources d'information sur le développement durable et en tirant profit des connaissances de nos partenaires des réseaux du savoir.

## La communication des connaissances



DES COMMUNICATIONS STRATÉGIQUES PERMETTENT DE TRANSPOSER LE SAVOIR DANS DES MESURES CONCRÈTES. L'IIDD S'EMPLOIE À RENFORCER ET À ÉLARGIR LA BASE DE CONNAISSANCES NÉCESSAIRES À LA PRISE DE DÉCISION, À TRANSMETTRE CES CONNAISSANCES AUX DÉCIDEURS ET À LES ENCOURAGER À S'EN SERVIR POUR MODIFIER LES POLITIQUES ET PRATIQUES.

### Réalisations et faits saillants

- L'IIDD a publié *Strategic Intentions: Managing knowledge networks for sustainable development*. Cette publication que l'on peut consulter en ligne ([http://www.iisd.org/pdf/2001/networks\\_strategic\\_intentions.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2001/networks_strategic_intentions.pdf)) est le fruit de cinq années de recherche et de mise à l'épreuve de réseaux et de modes de communication. Au fil de notre examen d'applications technologiques, nous avons fait des découvertes beaucoup plus importantes au sujet du pouvoir des réseaux du savoir d'amener les groupes intéressés et les décideurs à s'impliquer.
- Pendant l'année, différents réseaux et organisations ont reconnu le rôle de chef de file joué par l'IIDD en sollicitant ses contributions et conseils. Figurent parmi ces organisations : le Système canadien d'information pour l'environnement; le Programme canadien de recherche sur les politiques de développement durable; le *Global Development Learning Network*; le RING (*Regional and International Networking Group*) de l'Institut international pour l'environnement et le développement; l'*International Network for Environmental Compliance and Enforcement*.
- Le programme des Jeunes leaders canadiens pour un avenir durable de l'IIDD a remporté une deuxième fois le prix Huguette Labelle d'excellence en programmes pour jeunes. En 2001-2002, 33 stagiaires ont commencé une affectation à l'étranger. Au moment de la préparation de ce rapport, le personnel de l'IIDD procédait à l'examen de plus de 200 demandes de stage à l'étranger pour la nouvelle année financière. On peut trouver plus de renseignements sur ce programme à l'adresse <http://www.iisd.org/interns/>.
- En partenariat avec la *Foundation for Global Responsibility*, l'IIDD a procédé au lancement du site *BSDGlobal* (<http://www.bsdglobal.com/>) qui traite de questions relatives au développement durable intéressant le milieu des affaires.
- En prévision du Sommet mondial sur le développement durable, l'Institut a entrepris de monter la banque de ressources *Sustainable Development Briefcase*, où les observateurs, les commentateurs et les participants trouveront les renseignements de base dont ils ont besoin pour suivre les débats au Sommet.

- L'Institut a fait une évaluation en profondeur des cinq premières années d'existence du Réseau communications pour le développement durable (<http://www.sdcn.org/>). Ce réseau qui réunit 14 institutions principales et plus de 330 personnes a été lancé en 1996 afin d'améliorer l'accès sur Internet au savoir sur les pays en développement. La principale recommandation visait la transformation du Réseau en une communauté internationale ouverte de pratique de communications électroniques au service du développement durable, l'accent étant mis sur le perfectionnement des compétences et l'élargissement du réseau *SD Gateway* (<http://www.sdgateway.net/>).
- L'IIDD s'est joint à cinq autres organisations internationales pour créer *ItrainOnline* (<http://www.itrainonline.org/>), un centre de ressources technologiques à l'intention des personnes désireuses d'apprendre à naviguer sur Internet pour se renseigner sur la justice sociale et le développement durable.
- En tant que fournisseur de services à l'ensemble de l'Institut, l'équipe de la communication des connaissances a rafraîchi le site de l'IIDD (<http://www.iisd.org/>) et amélioré son menu de navigation, conçu et mis à jour différentes pages du site, publié de nombreux livres, mémoires et bulletins d'information, et demandé à toutes les équipes de projet de l'Institut de lui faire part de leurs besoins en matière de communications stratégiques.
- L'IIDD a présenté un exposé sur le rôle des jeunes lors de la consultation tenue pour le G8 par l'Alliance mondiale pour le savoir, sur les problèmes engendrés par le fossé numérique. À la suite de cette intervention, nous avons participé à la création du site d'accès aux nouvelles technologies en partenariat avec TakingITGlobal (<http://www.takingitglobal.org/>), une nouvelle organisation de jeunes. L'Institut a également fourni son expertise-conseil en matière de communications sur les changements climatiques à l'ACDI, Environnement Canada et Ressources naturelles Canada.

### Le mot de la directrice de l'équipe de la communication des connaissances...

« Cela fait maintenant cinq ans que nous vivons l'expérience des réseaux. Au début, nous avons été attirés par les avantages qu'offrait la technologie. Nous avons cherché des moyens d'élargir le rayon de diffusion des messages d'organisations du Sud en passant par Internet. Grâce à la technologie

du web, nous avons pu mettre en commun les bases de connaissances de nos partenaires. Nous avons aussi vu comment les communications électroniques pouvaient faciliter la collaboration entre régions et secteurs. Mais depuis deux ans, l'intérêt que nous portons aux réseaux ne se limite plus à la technologie sur laquelle ils s'appuient. Notre recherche nous a fait pénétrer dans le champ des communications stratégiques et de l'implication directe des décideurs. Nous avons étudié l'expérience des alliances acquise par le secteur privé pour améliorer la gestion de nos propres relations. Nous avons pris conscience de la capacité des réseaux d'appuyer des changements de politique et de pratique favorables au développement durable avec une plus grande efficacité que n'en aurait eue une institution isolée. En soi, la technologie ne peut faire bouger les choses. Il nous faut maintenant prendre des engagements vis-à-vis d'autres institutions du monde entier et les respecter, afin de voir tous ensemble à ce que le développement durable devienne une réalité. »



- Heather Creech

### Le témoignage d'un jeune stagiaire...

« À mon avis, ce programme de stages offre aux jeunes Canadiens désireux

de faire carrière en développement international des occasions et un soutien des plus précieux. Les événements qui viennent de secouer le monde – les attentats du 11 septembre – nous rappellent qu'il nous faut former davantage de gens ayant une perspective internationale, et constituer des réseaux mondiaux au sein desquels pays et populations pourront chercher ensemble des solutions aux graves problèmes de l'heure. Le programme de stages de l'IIDD ouvre les horizons des jeunes Canadiens sur le monde et leur fait acquérir l'expérience essentielle pour vraiment devenir de jeunes leaders canadiens pour un avenir durable. »



- Mark Schreiner, stagiaire de l'IIDD auprès du PNUE, Kenya

## Vision à long terme

RENFORCER ET ÉLARGIR LA BASE DES CONNAISSANCES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'INTENTION DES DÉCIDEURS EN AMÉLIORANT L'EFFICACITÉ DE NOS COMMUNICATIONS DE FAÇON À FAVORISER LES INTERVENTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR L'INTERMÉDIAIRE DE RÉSEAUX ET DANS LE CADRE DE PARTENARIATS.

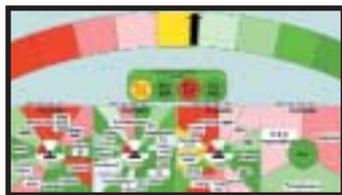
# Notre objectif stratégique : Établir de solides ensembles d'indicateurs dont les décideurs des secteurs public et privé peuvent se servir pour mesurer les progrès vers le développement durable, et les faire accepter à l'échelle internationale.

## Le Programme des mesures et indicateurs

DES INSTRUMENTS DE MESURE EFFICACES ET CONVIVIAUX AIDENT LES DÉCIDEURS ET LE GRAND PUBLIC À DÉFINIR LES BUTS SOCIAUX, À LES RATTACHER À DES OBJECTIFS CLAIRS ET À ÉVALUER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DE CES BUTS. EN MESURANT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, IL DEVIENT POSSIBLE DE PRENDRE PART AU GRAND DÉBAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE. DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, MESURER LES PROGRÈS VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE NE CONSTITUE VRAIMENT PAS UNE PRIORITÉ STRATÉGIQUE. DANS CES PAYS, LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET LE TRAVAIL CONCRET SUR LE TERRAIN DEMEURERONT DES OBJECTIFS PRIORITAIRES DE L'IIDD. AVEC LES BONS RENSEIGNEMENTS ET DES INDICATEURS UTILES, LES RESPONSABLES DE LA PLANIFICATION, DE L'EXAMEN ET DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES DISPOSERONT DE DONNÉES PERTINENTES.

### Réalizations et faits saillants

- Cette année, l'Institut s'est employé à étoffer son tableau de bord du développement durable (voir [http://www.iisd.org/cgsdi/dashboard\\_dsply.htm](http://www.iisd.org/cgsdi/dashboard_dsply.htm)). Il s'agit d'un outil électronique convivial pouvant répondre aux besoins des spécialistes, des médias, des décideurs et du grand public. Inspiré d'un tableau de bord d'automobile, le tableau de bord du développement durable facilite la présentation de rapports complexes et offre un fondement empirique à partir duquel peuvent être évalués les résultats en matière de développement durable. Au cours de l'année écoulée, le tableau de bord enrichi d'une nouvelle fonction a été mis à l'essai par des spécialistes réputés des indicateurs à partir de différentes sources de données, ce qui a permis d'en démontrer l'utilité et la souplesse. On a parlé du tableau de bord en plusieurs occasions pendant l'année, notamment à une rencontre parallèle à la réunion de la Commission du développement durable en avril 2001.



- Du 4 au 19 septembre, l'IIDD a reçu huit Roumains dans le cadre du projet de Plan d'action local 21 que financent l'Agence canadienne de développement international et le Programme des Nations Unies pour le développement. Après avoir suivi une formation poussée dans différents domaines de spécialisation de l'Institut, ces personnes ont séjourné à Calgary et à Ottawa pour y suivre d'autres cours. Le projet vise à aider les fonctionnaires roumains à perfectionner leurs compétences, à améliorer leurs politiques environnementales, à mettre en application des stratégies de développement durable et à en évaluer les résultats.
- L'efficacité des méthodes utilisées par l'IIDD pour mesurer les résultats sur le plan du développement durable étant de plus en plus reconnue, le directeur du programme, Peter Hardi, a eu l'occasion cette année de faire des communications à Victoria (Colombie-Britannique), à Ottawa, lors de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, en compagnie de Pumulo

« Je n'ai eu à peu près aucun moment libre pendant les quatre semaines du programme de formation que nous avons organisé à l'intention des membres roumains de l'équipe du projet de Plan d'action local 21. Mais l'effort en valait vraiment la peine, comme en témoigne cet extrait d'un courriel que m'a fait parvenir un des participants :

*Cher Peter, ...J'aimerais terminer en répétant que la portion canadienne du programme de formation a été menée avec un professionnalisme rarement vu dans les activités auxquelles j'ai participé jusqu'ici. Je dois avouer voir maintenant les choses d'un tout autre oeil. J'aimerais vous remercier pour votre aide des plus précieuses pendant mon séjour au Canada. J'espère être en mesure de combler vos attentes concernant le projet... Merci pour votre soutien et votre collaboration. Chaleureusement, Radu »*

Muyatwa, agent de projet à l'Institut, à Pocantico, dans l'État de New York, à Wellington, en Nouvelle-Zélande, à Toronto (Ontario), à Tarente, en Italie, ainsi qu'à Bruxelles, en Belgique.

- László Pintér, gestionnaire principal de projet, est rentré d'un congé de dix mois à l'Université Harvard, et il a terminé la rédaction de sa thèse de doctorat à l'Université du Minnesota. Intitulée *Making Global Integrated Environmental Assessment and Reporting Matter*, sa thèse est affichée sur notre site ([http://www.iisd.org/measure/pdf/pinter\\_thesis.pdf](http://www.iisd.org/measure/pdf/pinter_thesis.pdf)).
- À la demande de la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'IIDD poursuit la mise au point d'une stratégie dans laquelle seront définies l'orientation et la philosophie des activités du PNUE visant le perfectionnement des compétences en évaluation et en communication des résultats. La stratégie en question servira à améliorer la production de données environnementales ainsi que leur disponibilité et leurs incidences sur les plans mondial, régional, national et local. Par ailleurs, la préparation d'analyses documentaires se poursuit pour les besoins du quatrième rapport Perspectives mondiales en matière d'environnement (GEO-4), afin d'améliorer la méthode et les produits. L'Institut participe toujours à l'élaboration de matériel de formation en évaluation environnementale intégrée, en collaboration avec le PNUE et GRID-Arendal.

### Le mot du directeur du Programme des mesures et indicateurs...



- Peter Hardi, PhD

**Vision à long terme** L'ÉQUIPE DU PROGRAMME DES MESURES ET INDICATEURS CONTINUERA À CHERCHER DES MOYENS D'AMÉLIORER LA MESURE DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES RAPPORTS À CET ÉGARD À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, AINSI QUE LES FAÇONS D'INFORMER ET D'INFLUENCER LES DÉCIDEURS, DE SUSCITER L'INTÉRÊT DES MÉDIAS ET DE DONNER DES MOYENS D'ACTION AUX POPULATIONS CONCERNÉES.

À mon avis, c'est ce dont il devrait être question à Johannesburg : protéger et régénérer l'environnement et supprimer la pauvreté généralisée.

## Collaboration spéciale

Vers Johannesburg par James Gustave Speth, doyen, Yale School of Forestry and Environmental Studies

### IL Y A PÉRIL EN LA DEMEURE

DANS LE BUT DE PROVOQUER UNE RÉFLEXION ET UN DIALOGUE ÉCLAIRÉS SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, L'IIDD EST HEUREUX DE PROPOSER À SES LECTEURS L'ARTICLE SUIVANT DE JAMES GUSTAVE SPETH, DOYEN DE LA YALE SCHOOL OF FORESTRY AND ENVIRONMENTAL STUDIES. AMI DE L'INSTITUT ET ANCIEN ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, M. SPETH MET EN AVANT DES IDÉES UTILES ET PERCUTANTES EN PRÉVISION DU SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE QUI SE TIENDRA EN AOÛT ET SEPTEMBRE PROCHAINS À JOHANNESBURG. L'ARTICLE EST ADAPTÉ D'UN DISCOURS PRONONCÉ PAR M. SPETH EN FÉVRIER DERNIER.

« Développement durable » peut signifier bien des choses. Aussi, une formule qui met le doigt sur l'essentiel est-elle toujours la bienvenue. Ashok Khosla, membre du Conseil de l'IIDD, nous offre le fruit de sa réflexion :

*La voie la plus simple et la plus sûre vers un avenir durable passe par la réalisation de deux conditions préalables au développement durable :*

1. Satisfaire les besoins essentiels de chacun
2. Protéger l'environnement.

À mon avis, c'est ce dont il devrait être question à Johannesburg : protéger et régénérer l'environnement et éliminer la pauvreté généralisée. Si nous voulons faire des progrès à Johannesburg, nous devons reconnaître que la situation est vraiment déplorable et que nos efforts pour y remédier le sont aussi. Il y a véritablement péril en la demeure. Les données sur l'environnement sont plus complètes que jamais, mais les tendances ne sont pas rassurantes :

- La moitié des forêts tropicales ont disparu. On prévoit que les pays hors-OCDE perdront encore un dixième des leurs d'ici 2020.
- Les oiseaux et mammifères disparaissent de 100 à 1000 fois plus vite que normalement.
- Depuis 50 ans, surexploitation et mauvaise utilisation ont fait chuter la productivité agricole sur un territoire plus grand que toute l'Inde et la Chine.
- Nous utilisons, gaspillons ou détruisons environ 40 % de la production photosynthétique annuelle de la planète et consomons la moitié de l'eau potable.
- En 1960, 5 % des pêches en mer étaient exploitées au maximum ou au-delà de leurs possibilités. Aujourd'hui, c'est le cas de 70 % des pêches.
- La moitié des mangroves et des lieux humides du monde ont été détruits.

S'ajoute à cet appauvrissement biotique la pire des menaces - l'évolution du climat planétaire. À défaut de mesures radicales, au cours de la vie de nos enfants, la moitié du territoire des États-Unis ne sera plus en mesure, par suite du réchauffement de la planète, de nourrir les espèces de plantes et d'animaux qu'on y trouve. Et bien entendu, ce sont les pays en développement qui seront les plus durement frappés.

Ces tendances inquiétantes sont dues à la taille des populations, à notre mode de vie, et notamment à la technologie que nous utilisons pour satisfaire nos « besoins ». Il a fallu à l'économie mondiale des débuts de l'humanité jusqu'en 1950 pour atteindre les six milliards de dollars. Maintenant, en cinq ans, elle croît davantage et la production économique double tous les 20-25 ans.

Il est bien sûr impossible d'arrêter cette croissance, et l'économie mondiale doit croître si nous voulons satisfaire les besoins de la moitié de la population mondiale, qui vit avec moins de 2 \$ par jour.

Le prochain doublement de l'activité économique sera-t-il différent, ou donnera-t-il les mêmes résultats que par le passé? L'OCDE estime que les émissions de CO<sub>2</sub> de ses membres augmenteront de 33 % de 2000 à 2020. Dans le même temps, dans ces mêmes pays, l'utilisation de véhicules automobiles devrait augmenter de 40 %.

Tout cela a de profondes implications. Nous sommes en fin de course dans nos rapports historiques avec la nature. Les humains dominent la planète comme jamais auparavant. Nous n'avons plus de marge de manœuvre. La surpopulation nous guette. Nous avons un impact énorme sur les milieux vivants de la planète. Il faut enfin comprendre que la nature nous est étroitement liée. Moralement, nous sommes dans une position radicalement nouvelle, puisque nous sommes aux commandes.

CERTES, IL Y A EU DES RÉUSSITES, MAIS EN GROS, CE SONT DES QUESTIONS QUE NOUS AVONS EXAMINÉES, DISCUTÉES ET NÉGOCIÉES À SATIÉTÉ. NOUS SOMMES UNE GÉNÉRATION DE PARLEURS, NOUS SOUFFRONS DE CONFÉRENCITE - GROS PARLEURS PETITS FAISEURS, COMME ON DIT.

Mais sur le front du développement humain, les nouvelles sont meilleures. Depuis 1960, l'espérance de vie dans le monde en développement est passée de 46 à 62 ans. La mortalité infantile a été réduite de plus de moitié et l'alphabétisation s'est accrue.

Il y a pourtant des ombres au tableau. Sur les 4,5 milliards d'habitants du monde en développement, les trois cinquièmes sont à peu près sans équipement sanitaire; le tiers sont sans eau potable, le quart, mal logés et le cinquième, sous-alimentés. Pour les 1,2 milliard de gens qui ont moins de un dollar par jour, la pauvreté est une négation pure et simple de leurs droits fondamentaux.

Sur le front de l'action, il se dégage un consensus impressionnant sur les objectifs. La communauté mondiale est parvenue à s'entendre sur un but commun, soit de réduire de moitié les effets de la pauvreté absolue d'ici 2015. Tous les gouvernements participant à l'assemblée des peuples des Nations Unies ont approuvé cet objectif, et d'autres semblables en santé et en éducation. Éliminer la pauvreté généralisée n'est pas une chimère. Cela pourrait se faire au cours de la vie des jeunes d'aujourd'hui.

Ces défis en matière d'environnement et de pauvreté font ressortir l'importance et l'urgence du Sommet mondial pour le développement durable. Johannesburg est l'occasion de passer de la parole aux actes, l'occasion de remettre l'accent sur les préoccupations des gens avant qu'il soit trop tard. C'est l'occasion de faire les choses comme il faut cette fois – de réparer les erreurs que nous avons commises dans nos efforts pour régler ces problèmes. Il nous faut de véritables réussites à Johannesburg. Nous ne pouvons pas nous contenter simplement d'un non-échec.

### **Mais comment savoir si c'est un succès?**

Maurice Strong, Jan Pronk et d'autres nous l'ont dit : Johannesburg sera un succès si on s'entend sur des plans d'action précis, auxquels les gouvernements se seront engagés sans réserve, avec des objectifs, des échéanciers et des promesses de financement. Rien de moins ne permettra de combler les écarts de crédibilité et de responsabilité qui se sont créés depuis Rio. Comme le temps presse, ces initiatives doivent miser sur les progrès déjà réalisés. Le programme auquel il faudra donner suite doit être bien focalisé, et éviter le vague, l'éparpillement ou la globalité.

**Johannesburg est l'occasion de faire les choses comme il faut cette fois - de réparer les erreurs que nous avons commises dans nos efforts pour régler ces problèmes. Nous ne pouvons pas nous contenter simplement d'un non-échec.**

Je crois qu'il y a plusieurs domaines où nous pouvons lancer des initiatives concrètes et réalisables. Et dans chacun, il y a beaucoup de spécialistes auxquels nous pouvons faire appel pour élaborer des plans d'action. Je soupçonne qu'ils ne demanderaient pas mieux.

Plusieurs autres domaines appellent des initiatives communes : la pauvreté; le financement du développement; le climat et l'énergie; la désertification; la biodiversité et les forêts; l'eau de la planète; la mondialisation et le développement durable; la gestion planétaire de l'environnement; le marché et la viabilité; enfin, l'information, la responsabilité et la transparence.

Je ne crois pas qu'il soit trop tard pour lancer des initiatives réalisables dans ces domaines, ou dans d'autres. Mais il est moins cinq, comme on dit. Dans les semaines et les mois qui viennent, il faudra nous employer urgemment à soutenir cet effort.

***Nous sommes en fin de course dans nos rapports historiques avec la nature.***



*Avant de devenir doyen de la Yale School of Forestry and Environmental Studies, James Gustave Speth a été administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et président du Groupe de l'ONU pour le développement. Auparavant, il a fondé l'Institut des ressources mondiales, dont il a été président, puis été professeur de droit à l'université de Georgetown, président du U.S. Council on Environmental Quality ainsi qu'avocat principal et cofondateur du Natural Resources Defense Council.*

## Rapport des vérificateurs

Aux membres de  
l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2002 et les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2002 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Mélèthe + Touché s.r.l.*

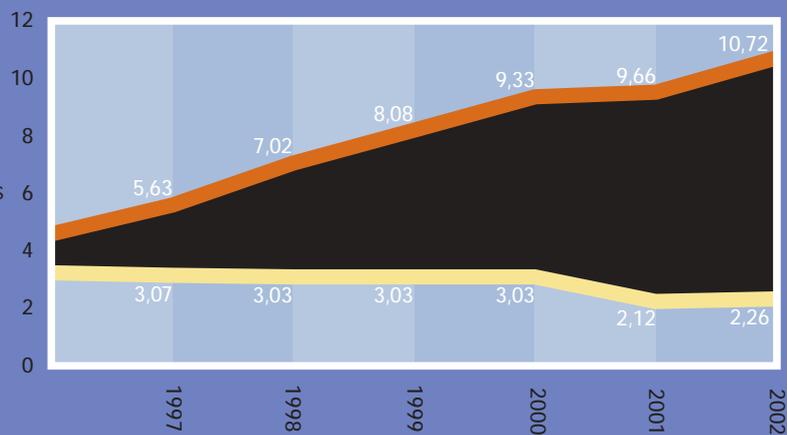
Comptables agréés  
Winnipeg (Manitoba)  
Le 26 avril 2002

1997 - 2002

### Évolution du financement de l'IIDD



EN MILLIONS  
DE DOLLARS



Exercices terminés les 31 mars

Renseignements financiers de l'IIDD

## Bilan consolidé

31 mars 2002

	2002	2001
<b>A C T I F</b>		
<b>À COURT TERME</b>		
Encaisse	1 293 208 \$	474 090 \$
Titres négociables	5 491 789	5 638 115
Débiteurs	6 644 663	8 552 618
Frais payés d'avance et dépôts	119 934	107 987
	13 549 594	14 772 810
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
	283 288	302 743
	13 832 882 \$	15 075 553 \$
<b>P A S S I F</b>		
<b>À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer	1 108 924 \$	1 006 481 \$
Produits reçus d'avance	5 749 768	6 763 138
	6 858 692	7 769 619
<b>A C T I F S N E T S</b>		
Actifs nets investis en immobilisations	283 288	302 743
Réserve pour création de programmes	3 835 165	3 870 098
Réserve pour développement à long terme	1 616 471	1 874 770
Actifs de fonctionnement nets non affectés	1 239 266	1 258 323
	6 974 190	7 305 934
	13 832 882 \$	15 075 553 \$

## Prêcher par l'exemple

### **L'IIDD toujours déterminé à produire des rapports internes sur le développement durable**

TOUT EN DÉFENDANT LA CAUSE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR L'INNOVATION, LA PRODUCTION DE RAPPORTS ET LA CONSTITUTION DE PARTENARIATS, L'IIDD A DÉCIDÉ DE PRÊCHER PAR L'EXEMPLE EN METTANT AU POINT DE NOUVEAUX INDICATEURS LUI PERMETTANT DE PRODUIRE UN RAPPORT SUR SON PROPRE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Composée de membres du personnel de l'Institut, l'équipe de production de rapports internes sur le développement durable a fait un travail remarquable dès sa première année d'existence. Après avoir décidé de suivre les lignes directrices de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (Global Reporting Initiative, ou GRI) (<http://www.globalreporting.org/>), l'équipe a choisi des

indicateurs propres aux dimensions environnementale, économique et sociale pouvant s'appliquer à l'IIDD. Trois nouveaux indicateurs ont été choisis cette année et s'ajoutent aux indicateurs d'achats écologiques et de réduction des déchets utilisés précédemment. D'autres s'ajouteront quand les systèmes de mesure nécessaires seront en place et que les ressources le permettront.

## État consolidé des résultats

de l'exercice terminé le 31 mars 2002

	2002	2001
<b>PRODUITS</b> (Note)		
Subventions affectées à des fins particulières	7 694 117 \$	6 433 600 \$
Subventions de fonctionnement	2 259 958	2 116 669
Intérêts	283 026	383 408
Autres produits	153 853	237 158
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>10 390 954</b>	<b>9 170 835</b>
<b>CHARGES</b> (Annexe 1)		
Projets		
Services de production des rapports	2 472 707	2 342 323
Commerce et investissement	1 639 464	997 294
Gestion des ressources naturelles	1 255 132	901 735
Politique économique	1 185 634	1 047 276
Changements climatiques et énergie	1 166 182	1 046 569
Communication des connaissances	1 124 075	1 158 750
Mesures et indicateurs	536 802	442 199
Création de nouveaux programmes	63 860	320 541
	<b>9 443 856</b>	<b>8 256 687</b>
Administration	593 267	583 843
Financement et sensibilisation	547 384	684 191
Conseil d'administration	138 191	137 208
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>10 722 698</b>	<b>9 661 929</b>
<b>EXCÉDENT DES SUR LES PRODUITS CHARGES</b>	<b>(331 744)</b>	<b>(491 094)</b>
<b>MONTANT PRÉLEVÉ SUR LES ACTIFS NETS</b>		
Actifs nets investis en immobilisations	19 455	96 288
Réserve pour création de nouveaux programmes	34 933	309 858
Réserve pour développement à long terme	258 299	299 302
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS</b>	<b>(19 057)</b>	<b>214 354</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS AU DÉBUT</b>	<b>1 258 323</b>	<b>1 043 969</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS À LA FIN</b>	<b>1 239 266 \$</b>	<b>1 258 323 \$</b>

### La dimension environnementale

#### Les émissions de gaz carbonique

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002, un système de collecte de données permet de connaître les émissions de gaz carbonique produites par les déplacements des employés, le chauffage et la diffusion des publications.

#### Les achats écologiques et la réduction des déchets

On a soigneusement examiné le papier, les articles de cuisine, le café, les photocopieuses, les ordinateurs et la poudre imprimante pour vérifier s'il s'agissait de produits portant la marque d'attestation de programmes tels que Choix

environnemental, Green Seal et Energy Star. L'Institut a adopté il y a déjà un certain temps une stratégie de réduction des déchets. On a vérifié si cette stratégie était effectivement appliquée.

### La dimension économique

#### Le capital humain

On a établi dix indicateurs servant à mesurer le capital humain, et procédé à la collecte de données au cours de l'année financière écoulée. Figurent parmi ces indicateurs le niveau d'instruction et de compétence, les exposés de spécialistes, ainsi que la participation à des équipes internes et externes du savoir.

### La dimension sociale

#### Vision organisationnelle et mission

Sur les trois indicateurs établis dans l'exercice financier écoulé, un seul a été appliqué. Les deux autres le seront l'an prochain.

Un rapport complet accompagné de statistiques sera publié en juin 2002 sur le site Web de l'IIID. Pour de plus amples renseignements au sujet de la production de rapports sur le développement durable à l'IIID, prière de communiquer avec Marlene Roy (mroy@iisd.ca).

## Note sur les accords de financement

**Subventions affectées à des fins particulières** L'IIID reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions connexes accordées sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus et constatés dans les produits, à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	2002 (en milliers de dollars)	2001 (en milliers de dollars)
Gouvernements et organismes canadiens	2 385 \$	3 069 \$
internationaux	2 634	2 218
	5 019	5 287
Organismes des Nations Unies	530	208
Organismes internationaux	640	752
Fondations philanthropiques	58	1 220
Secteur privé et autres	421	765
	6 668 \$	8 232 \$

Les produits tirés des subventions affectées à des fins particulières pour 2001-2002 sont ventilées par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	Subventions affectées (en milliers de dollars)
Services de production de rapports	2 492 \$
Commerce et investissement	1 252
Gestion des ressources naturelles	1 068
Communication des connaissances	916
Politique économique	835
Changements climatiques et énergie	763
Mesures et indicateurs	311
Création de nouveaux projets	29
Administration, financement et sensibilisation	28
	7 694 \$

**Subventions de fonctionnement** L'IIID a renouvelé des accords de financement avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada et l'Agence canadienne de développement international (ACDI)). L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIID des subventions de fonctionnement pour une période de cinq ans allant du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2005. Environnement Canada renouvelle sa contribution annuellement. Un nouvel accord conclu avec le gouvernement du Manitoba pour une période de cinq ans couvre la période allant d'avril 2001 au 31 mars 2006. Il prévoit le versement de subventions de fonctionnement de base totalisant 4 583 600 \$, auxquelles peuvent s'ajouter des fonds affectés à des projets particuliers jusqu'à concurrence de 1 145 900 \$ pour l'ensemble de la période.

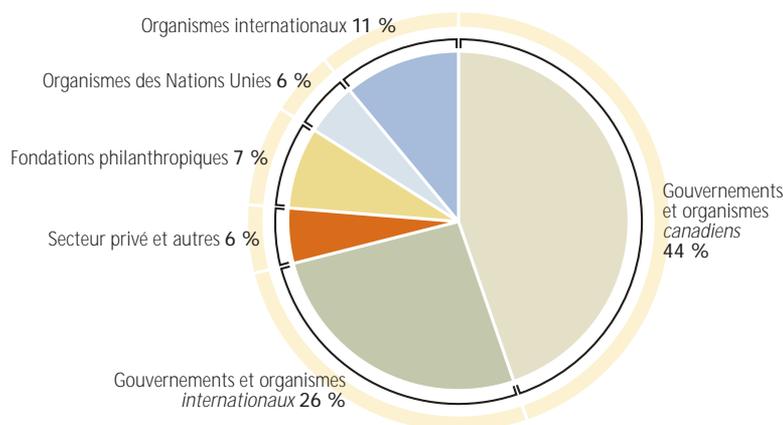
Le financement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords (en milliers de dollars)	Subventions reçues		
		2002 (en milliers de dollars)	Exercices antérieurs (en milliers de dollars)	Subventions à recevoir (en milliers de dollars)
Gouvernement du Canada				
Environnement Canada	1 000 \$	200 \$	200 \$	600 \$
Agence canadienne de développement international	5 000	1 000	1 000	3 000
Gouvernement du Manitoba	4 584	1 060	–	3 524
Produits tirés de subventions de fonctionnement	10 584 \$	2 260 \$	1 200 \$	7 124 \$

2001 - 2002

## Subventions affectées à des fins particulières, par donateur

Total des subventions affectées à des fins particulières de 7 694 117 \$

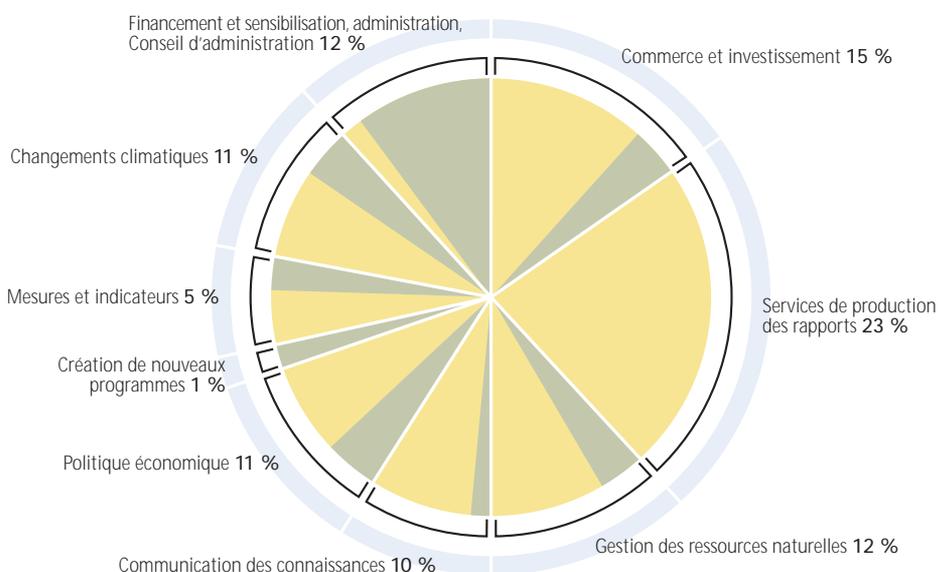


2001 - 2002

## Produits et charges par catégorie de projets

Charges totales de 10 722 698 \$

Financé par:



## Annexe 1 - Charges (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2002

Le tableau suivant présente un résumé des charges engagées pour chacun des groupes de projets de l'IIID :

	Services de production de rapports	Communication des connaissances	Politique économique	Changements climatiques et énergie	Commerce et investissement	Gestion des ressources naturelles	Mesures et indicateurs	Nouveaux projets	Administration	Financement et sensibilisation	Conseil d'administration	Total 2002	Total 2001
Personnel	442 \$	466 \$	486 \$	633 \$	633 \$	451 \$	309 \$	15 \$	62 \$	324 \$	-	4 221 \$	3 779 \$
Consultation	911	375	437	186	463	464	43	34	3	35	-	2 951	2 456
Déplacements	848	142	136	160	242	182	108	10	35	33	-	1 896	1 768
Loyer	62	32	30	46	49	25	19	-	30	23	-	316	310
Fournitures et autre matériel	47	21	15	35	53	28	24	-	26	39	-	288	262
Publications	48	23	4	20	54	26	5	5	-	49	-	234	245
Amortissement des immobilisations	60	20	36	23	25	14	10	-	16	22	-	226	345
Réunions	-	24	9	25	93	46	4	-	-	8	-	209	124
Télécommunications	55	12	25	28	22	13	10	-	13	9	-	187	183
Conseil d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	138	138	137
Documents de recherche	-	9	8	10	6	6	5	-	8	5	-	57	53
<b>Total</b>	<b>2 473 \$</b>	<b>1 124 \$</b>	<b>1 186 \$</b>	<b>1 166 \$</b>	<b>1 640 \$</b>	<b>1 255 \$</b>	<b>537 \$</b>	<b>64 \$</b>	<b>593 \$</b>	<b>547 \$</b>	<b>138 \$</b>	<b>10 723 \$</b>	<b>9 662 \$</b>

## Annexe 2 - Subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2002

### Gouvernement (et organismes) du Canada

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	627 \$
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	440
Environnement Canada	327
Agence canadienne de développement international (ACDI)	283
Conseil chinois de coopération internationale en environnement et développement (ACDI)	243
Ressources naturelles Canada	132
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	99
Développement des ressources humaines Canada	60
Affaires indiennes et du Nord Canada	43
Diversification de l'économie de l'Ouest du Canada	40
Conseils et Vérification Canada	25
Secrétariat du changement climatique	8
Pêches et Océans Canada	7

2 334

### Gouvernements provinciaux

Manitoba	21
Ontario et autres provinces	30

51

### Gouvernements étrangers

Suisse	600
Norvège	582
Commission européenne	396
Allemagne	312
Suède	173
France	144
Nouvelle-Zélande	97
Australie	81
Finlande	51
Royaume-Uni	48
Chine	39
Autriche	34
Japon	34
Pays-Bas	25
Islande	15
Belgique	3

2 634

### Organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ)	186
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC)	127
Autres organismes	105
Université des Nations Unies	49
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	26
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	24
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	7
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	6

530

### Organismes internationaux

Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	204
Banque mondiale	149
Conseil de la Terre	102
Commission de coopération environnementale (CCE)	59
Union mondiale pour la nature (UICN)	29
Nautilus Institute for Security and Sustainable Development	28
Institute of International Education	24
Fonds mondial pour la nature (WWF)	19
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)	13
Organisation mondiale du commerce	13

640

### Fondations philanthropiques

Loewen Foundation	45
PEW Charitable Trusts	10
Fondation suédoise pour la recherche stratégique environnementale (MISTRA)	3

58

### Secteur privé et autres

Climate Change Central	144
Pan Canadian Petroleum Limited	30
Shell Canada	26
URS Corporation	16
AMEC Simons Mining and Metals	16
Coudert Frères	16
Gallagher & Kennedy	16
North American Palladium	16
Newmont Mining Corporation	16
Université York (Sustainable Enterprise Academy)	14
Inuit Tapiriit Kanatami (ITK)	11
Alcan	10
Association des produits forestiers	10
Cullbridge Marketing	10
World Business Council for Sustainable Development	8
Association minière du Canada	8
Geomega	8
Conseil des Premières nations du Yukon	7
ESG International	5
Institute for Media, Policy and Civil Society (IMPACS)	4
African Centre for Technology Studies	4
Stratos Inc.	4
Mountain Institute	3
Beak International	3
Trans Canada Pipelines	3
Dofasco Inc.	1
Autres	12

421

6 668 \$

